



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Entèvyou Mèt André Michel ak Mèt Newton St. Juste

Page 6



QUI A TUÉ JULES EDOUARD MOSCOSO ?

Voir page 4

Jules Edouard Moscoso, âgé de 57 ans a été tué par balles. Comme Martelly lui-même avait reconnu que le gang Brandt-Phébé a la capacité de le renverser à la tête du pouvoir en une minute, donc existe-t-il un lien entre l'assassinat crapuleux de Moscoso et le puissant gang de Brandt?



64^{ème} anniversaire de la DUDH: Quid des Nations Unies en Haïti ?

Page 8



Proposition du candidat de la Patrie, pour la Gestion Bolivarienne Socialiste 2013-2019

Page 10



AVEC MARTELLY-LAMOTHE: HAÏTI EN MAUVAISE POSTURE ?

Voir page 4

Cela fait longtemps qu'on dénonce la mauvaise gouvernance, la corruption, la dégradation constante de la situation générale du pays ; mais le gouvernement Martelly-Lamothe refuse d'entendre raison...



L'ex attorney général des Etats-Unis Ramsey Clark condamne le blocus de Cuba

Page 18

La lutte commence à peine !

Par Berthony Dupont

Nous sommes en effet préoccupés au premier chef pour la santé du Président Vénézuélien Hugo Chavez Frias. Mais, voici que c'est avec un cynisme inouï que déjà, les vautours aiguissent leur appétit à l'idée que, à défaut de le vaincre dans les tractations électorales et les coups d'état, la maladie finisse par l'évincer de ce pouvoir après avoir tout concocté pour le lui ravir. Ils seront encore plus rudement déçus de ce que toute notre solidarité et notre soutien vont à Chavez et au peuple frère du Venezuela.

Cette solidarité naît de la lutte permanente qui nous est imposée tant au niveau international et national par la situation douloureuse de notre peuple foulé aux pieds, bafoué, déguenillé et affamé. Cependant, il n'y pas lieu de nous laisser aller au découragement, puisque les peuples auront toujours des hommes qui incarneront leurs aspirations. Comme l'impérialisme ne désarmera que seulement face à une héroïque résistance, l'important est de doubler de vigilance, de nous armer davantage pour continuer le combat, toutefois fermement persuadés de la victoire contre ces forces du mal.

Le constat le plus dur est qu'il nous est donné de voir notre pays vidé de son contenu historique avec ce gouvernement de mercenaires, héritage de la survie du féodalisme, de l'hostilité extrême de Washington à l'égard du peuple haïtien, suite à ses nombreuses interventions scélérates de toujours et à sa politique de génocide pour faire accepter leur sauvage domination. Voilà pourquoi il continue à imposer au peuple haïtien le système de son choix pour nous assujettir, nous asservir et s'assurer le pillage de nos richesses minières.

La riposte doit être proportionnelle à la mesure du danger; or, l'unique voie, seul recours qui nous reste, pouvant les empêcher d'atteindre leur objectif, c'est de nous organiser pour casser à nouveau leurs chaînes de la servitude. Même quand le sens de notre responsabilité révolutionnaire tarde encore à atteindre le niveau souhaité, ce qui est bien clair, c'est que la volonté et la détermination sont pourtant présentes dans les esprits, de sorte qu'il nous faut par tous les moyens combattre cette politique de déstabilisation dont le peuple est la cible et la victime.

Cette initiative n'appartient qu'aux mobilisations populaires qui dominent le terrain ; sauf que nous devons les accentuer pour balayer le pays des résidus du colonialisme qui le parsème encore et consolider les véritables bases afin de nous dégager de la situation dans laquelle

nous nous trouvons.

A ce stade de la lutte, un journal d'opinion et de combat est indispensable. Quant à Haiti Liberté, il est absolument convaincu et déterminé à poursuivre le travail avec dynamisme dans l'application d'une orientation de la lutte, de sorte que nous soyons en mesure de façonner nous-mêmes notre propre destin, malgré les difficultés et les épreuves qui nous font obstacle. Cependant, le journal qui veut accompagner les masses populaires dans cette lutte de longue haleine fait face à de sérieux et urgents problèmes. La survie du journal n'est pas en cause ni en jeu, mais les moyens de son développement continu pour tenir dans cette bataille manquent énormément. C'est dur à dire. Mais nous pensons qu'il serait plus dur encore de vivre sans la présence active d'une presse indépendante et anti-impérialiste à la trempe d'Haiti Liberté.

Alors, comme les festivités de fin d'année approchent à grands pas, n'est-il pas opportun pour nous autres du journal de non seulement remercier nos lecteurs, nos sympathisants, nos amis et tous ceux là qui nous ont soutenus moralement et financièrement tout au long de l'année, mais aussi de leur dire que le combat commence à peine et qu'il n'est guère à sa fin. Nous avons toujours besoin de leur soutien; leur contribution nous est d'une grande aide, elle est même indispensable à la poursuite de notre travail.

Nous saluons les amis du journal, notamment ceux du Canada, des Etats-Unis, de la Guadeloupe, de France et d'Haïti, femmes et hommes conséquents, honnêtes et dignes ; et tant qu'il y en aura comme eux, la cause des justes trouvera ouvertes les portes du soleil. C'est pour vous dire que l'existence du journal est liée à des contraintes financières exorbitantes et c'est la raison pour laquelle nous faisons appel à votre générosité en ce moment de souhaits et de cadeaux. N'oubliez pas Haiti Liberté car votre soutien est un besoin vital.

Aux personnes qui souhaitent en cette période nous faire parvenir un don, elles peuvent l'envoyer par chèque à notre adresse. Vous pouvez également passer au bureau du journal; mais si vous préférez le système en ligne Paypal, allez sur notre site Internet : www.haitiliberte.com et cliquez sur le bouton: **Faire un don.**

Mille fois merci à tous ceux là qui ont manifesté et qui manifesteront encore au journal leur soutien dans ce moment difficile !

En cette période de souhaits, nous réitérons toute notre solidarité et notre soutien au Président Vénézuélien Hugo Chavez Frias !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Manifestation des sinistrés du Camp Pelé au Bicentenaire, 3 blessés

Par Jackson Rateau

Tôt le matin du lundi 10 décembre dernier, au Bicentenaire, centre ville de Port-Au-Prince, dans le cadre d'un mouvement géant de protestation, plus de cinq cents familles, des sinistrés du séisme du 12 janvier 2010, évidemment, vivant dans le Camp Pelé au Bicentenaire, s'étaient massées pour protester contre leur situation révoltante dans ce camp. Situation incomparable, intenable, pire que celle des animaux. Elles étaient pour la plupart des enfants, des jeunes, des femmes enceintes, des vieilles femmes et des vieillards. Du côté de l'Electricité d'Etat d'Haïti (EDH), à Fort Saint Clair, des barricades géantes et des pneus enflammés ont interrompu la circulation des véhicules et même des piétons.

Leur revendication n'était autre que leur relogement. Ces 500 familles qui vivent dans les pires conditions inhumaines ou celles d'animaux dans des étables, disaient NON au traitement de l'Etat haïtien envers les sinistrés du 12 janvier 2010, 35 mois après ce terrible désastre.

Les bourreaux de la PNH et ceux de la force d'occupation onusienne MINUSTAH étaient sauvagement intervenus à grand renfort de coups d'armes à feu et de grenades lacrymogènes pour réprimer ces malheureux. Trois d'entre eux dont une femme enceinte, ont été blessés par balles. « C'est vraiment terrible. Ils ont tiré des gaz. Nos enfants et mêmes les nourrissons en



Ces familles qui vivent dans les pires conditions inhumaines disaient NON au traitement de l'Etat haïtien envers les sinistrés du 12 janvier 2010, 35 mois après ce terrible désastre.

ont pris. Malgré tous nos efforts, nous n'arrivons pas à pouvoir les épargner des coups de gaz... », s'est plainte une femme nourrice, en larmes. « Les voici, regardez. Ce sont des étuis de projectiles et de grenades lacrymogènes. Ils nous les tirent dessus pour nous exterminer, ces assassins de la MINUSTAH et de la PNH. *Anmwe... anmwee... jistis... jistis... nou mande jistis...* », a crié un jeune homme désespéré. « Les agents d'UDMO et ceux de la MINUSTAH nous tiraient dessus. J'ai reçu une balle au pied. Dépourvue de moyens de transport, je ne peux pas me rendre à l'hôpital. Clinton, Conille, Martelly, La-

mothe et beaucoup d'autres sont tous passés nous visiter dans le camp. Ils n'étaient venus rien que pour 'radoter', collecter de l'argent, puis, partir avec leurs sacs bien remplis. Nous autres, ici, nous récoltons des gaz lacrymogènes, des coups de bâtons et des balles qu'utilisent leurs chiens de garde. Nous demandons rien d'autre que de nous déplacer de ce camp de saleté, ou bien qu'on nous extermine tous ensemble. Nous nous resterons mobilisés... *Nou pa bezwen èd nan men pèsonn kap vin ba nou manti. Nou la jouk mayi mis*, a déclaré courageusement une femme victime, Chistianette Sillaire.

Arrestation de 7 bandits notoires à Jacmel

Le matin du lundi 10 Décembre dernier, la police de la ville de Jacmel a procédé à l'arrestation de 9 individus dont 4 répondant aux noms de Jerry Alexandre, alias Johnny, Yvenson Mardi, alias Cholo, Dieuline Gélin et son mari Girault Laloï. Ils sont impliqués dans le braquage de la résidence de la famille de Maxis Etienne dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 Novembre 2012, dans la localité de Demontreuil, Jacmel, Sud-est, où les voyous avaient violé et terrorisé la mère de la famille, Barbara Etienne, abattu un membre de cette famille, l'agronome Jean Mary Patrice Etienne et finalement, enlevé le garçonnet de 3 ans, Jorym Xiam

Etienne.

Au prix d'une somme importante rançonnée aux kidnappeurs, le garçonnet a été libéré le jeudi 22 Novembre 2012.

Selon une des autorités locales, réagissant sur le triple crime, la police était en possession de pertinentes informations relatives aux activités de ces truands basés dans la banlieue de Lamandou ; mais comme ces derniers avaient menacé d'exterminer l'enfant dans le cas où ils seraient attaqués, la police avait dû se replier, pour protéger la vie de la victime. « Nous avons appréhendé Jerry Alexandre, alias Johnny. Ce bandit s'est clairement identifié comme étant celui qui avait

enlevé le Garçonnet Jorym Maxis. Nous avons aussi arrêté la nommée Géline Gélin parce qu'elle est celle à qui la victime a été confiée pour être gardée au lieu de sa séquestration. Girault Laloï est l'intermédiaire qui avait reçu la rançon de la famille. Sachant qu'il est la cible de la police, il a rasé ses cheveux, puis s'est retranché à Cap Rouge où nous l'avons appréhendé. Nous avons aussi surpris Yvenson Mardi, alias Cholo. Il est celui qui a saisi l'enfant chez ses parents dans la nuit et l'a transporté jusqu'au Fort Alexis, dans cette vieille maison inachevée où il a été séquestré », a précisé le responsable de la Police Nationale de Jacmel.

Le Gouvernement Lamothe Intensifie la Répression sur les Étudiants de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Port-au-Prince

Pour célébrer à sa manière l'État de Non-Droit constaté par tous en Haïti, aujourd'hui, en cette Journée Internationale de Célébration de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le Gouvernement Lamothe a jeté bas le Masque en passant des instructions pour faire arrêter au moins 8 étudiants de la FDSE parce qu'ils réclamaient que soit réalisée finalement l'autopsie du cadavre de l'étudiant Damael d'Haïti. Les 8 étudiants arrêtés et gardés sans aucun chef d'accusation au Commissariat de Port-au-Prince sont en train d'être fichés selon certaines informations diffusées. Est-ce une tentative visant à terroriser les Étudiants pour qu'ils ne manifestent plus pour réclamer JUSTICE pour leur camarade assassiné début novembre par un membre de la PNH au sein même de la FDSE ? A

noter que parmi les étudiants arrêtés l'on retrouve les principaux leaders étudiants de la FDSE dont son représentant au Conseil de l'UEH : Pascal Adrien et Edmond (collaborateur de radio Caraïbes). Suivant un dernier flache de Radio Caraïbes, ces étudiants sont en train d'être transférés au Parquet de Port-au-Prince menottés. Il n'est pas superflu d'indiquer que les étudiants appréhendés ne manifestaient même pas aujourd'hui et était simplement réunies devant le local de leur faculté. Voici l'État de Non-Droit imposé en Haïti par le Gouvernement Lamothe avec l'Accord Inébranlable de ses Tuteurs Internationaux !

Stephen William Phelps.
COMMUNAUTE POSITIVE.
10 décembre 2012

Port-Au-Prince et ses environs sous les feux des bandits

Tôt le matin du samedi 8 Décembre dernier, à Carrefour Péan, Sans Fil, centre ville de Port-Au-Prince, 4 bandits non identifiés ont abattu un compatriote haïtien. Son portefeuille a été enlevé. Les habitants de la localité qui ont assimilé la victime à un policier, avaient du mal à l'identifier.

D'autre part, dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 Novembre, à La Plaine du Cul-de-Sac, banlieue nord de la capitale haïtienne, un dangereux chef de gang du nom de Evens Alcín, alias Agricole, a été appréhendé par l'Unité de la Direction de la Police Judiciaire (DCPJ). Agricole est un dangereux chef de gang ayant son implication dans de nombreux actes de kidnapping perpétrés dans le quartier de Santo. Selon un rapport de la police de Port-Au-Prince relatif à son cas, ce voyou d'Agricole est un récidiviste hors pair. Dans l'année 2009, il a été arrêté pour cause de kidnapping et écroué au Pénitencier National. Lors du séisme du 12 Janvier 2010, il était parmi les évadés de cette prison, qui avaient fui leurs cellules. Changeant son identité, il est en possession d'un permis de conduire

identifié au nom de Peterson Zéphyr.

D'un autre côté, le matin du vendredi 7 Décembre dernier, un puissant réseau ayant établi leur poste proche de l'ambassade des Etats-Unis à Tabarre, a été démantelé par le parquet de Port-Au-Prince. Selon le commissaire du gouvernement, Lucmane Delille, ayant rapporté les faits, les haïtiens demandeurs de visas au consulat américain et qui ont subi un refus sont ceux qui sont dans le collimateur de ces hommes.

Faisant miroiter aux yeux des récipiendaires d'autres voies et moyens irréguliers par lesquels ils pourraient obtenir ces visas, ils sont conduits dans des endroits très dangereux à Port-Au-Prince où ils sont séquestrés ou perdus à jamais.

La scène du vendredi (7 Novembre) est la suivante : Une compatriote haïtienne, revient du consulat américain où le visa lui a été refusé. Sur le Boulevard 15 Octobre une camionnette s'est arrêtée. Prenant place à bord, elle s'est trouvée parmi 5 individus, tous haïtiens. Arrivés quelque part, à Pétiion-Ville, deux d'entre eux ont

Suite à la page (19)

EXOTIC FRAGRANCES INC.

Parfums Français



NEW YORK



CHANEL



BOSS HUGO BOSS

Créé en 1971 dans la ville historique de Harlem, États-Unis, Exotic Fragrances Inc. International fait partie d'une entreprise familiale qui existe depuis les 25 dernières années. Exotic Fragrances est un fabricant, importateur et distributeur des huiles supérieures de catégorie "A". Nous avons une vaste sélection de plus de 1.000 parfums en stock. Nous réalisons aussi des huiles essentielles, diffuseurs d'arôme et nous possédons un des plus grands stocks de bouteilles, de la côte est des États-Unis.

Nous espérons sincèrement que vous ferez partie de notre famille. Chez nous, comme grossiste, tous les vendeurs sont les bienvenus. Nous expédions nos huiles à l'échelle nationale et dans le monde entier. Nos commandes sont traitées avec soins et l'expédition rapide selon les choix de notre aimable clientèle.

Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter le département Français et demandez pour madame Nora qui serait heureuse de se mettre à tous vos services.

«C'est la qualité qui dicte votre décision pas le prix» et
«Notre qualité n'a pas de concurrence»

Tél: (877) PURE OIL (877-787-3645) • (212) 410-0600
1645 Lexington Ave. New York, NY 10029
Directions: Train # 6 à 103rd Street à Manhattan. Marchez un block à 1645 Lexington Avenue, au coin de 104th Street.

www.exoticfragrances.com

AVIS

Par Ces Motifs, le Tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience précitée ; pour le profit accueille l'action pour la partie demanderesse pour être juste et fondée ; admet en conséquence le divorce du sieur, Fils Pierre Marie-Louis JEAN d'avec son épouse née Mirlène JOSEPH pour injures graves et publiques, adultère, sévices corporels, abandon du toit familial ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Jérémie de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier JEAN Fils François pour la signification de ce jugement ; compense les dépens vu la qualité des parties.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me, Jean Kesner NUMA, doyen en audience publique du lundi vingt-cinq Juin deux mille douze en présence de Me. Jérôme Johny, Commissaire, Substitut-commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier, Rony Phanor.

Il est ordonné à tous huissiers, sur ce requis, de mettre le présent jugement à exécution, aux Officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres Officiers de la Force Publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du Doyen et du Greffier.

Ainsi signé à la minute :

Me. Jean Kesner NUMA, Doyen
Me. Rony PHANOR, Greffier

Martelly-Lamothe: Haïti en mauvaise posture ?

Par Isabelle L. Papillon

Un rapport de la Banque Mondiale a classé Haïti le pays le plus pauvre de la planète-terre. Maintenant, c'est au tour du fonds Monétaire International (FMI), de l'expert indépendant pour les droits de l'homme, Michel Forst ; de Transparency International et d'autres institutions nationales, telles : la Conférence Episcopale d'Haïti (CEH), de l'Eglise catholique romaine, des partis politiques, des organisations de la société civile et des mouvements sociaux de produire les leurs sur la situation politique, économique, sociale et des droits de l'homme en Haïti pour la deuxième année de l'administration de Joseph Michel Martelly à la tête du pays.

Le gouvernement de son côté ne pose aucune action qui tend à freiner la dégradation de la situation. Au contraire la tendance est constamment à la hausse. C'est dans un tel contexte que le peuple haïtien va passer les fêtes de fin d'année et la commémoration du 209^e anniversaire de l'indépendance d'Haïti, sous les bottes des occupants soldats des Nations Unies.

Après son séjour en Haïti à la fin du mois de novembre 2012, l'expert indépendant des Nations Unies, Michel Forst a présenté son rapport sur la situation des Droits de l'homme dans ce pays, même quand les Nations Unies participent également à la violation des droits des Haïtiens, particulièrement le



Michel Forst

droit à leur autodétermination et à leur santé, par l'introduction de Choléra en Haïti. Le rapport montre très clairement que la situation des droits humains en Haïti va de mal en pis, qu'Haïti est en décroissance, et qu'elle n'est pas prête pour recevoir les grandes entreprises étrangères. « Dans le domaine des droits économiques sociaux, chacun comprend, que ce dont le pays a le plus grand besoin, c'est de créer des emplois, pour permettre à chacun de vivre décemment et d'avoir accès aux services de base. Le développement économique intimement lié au respect des besoins et des droits de l'homme est un des facteurs de la stabilité aux entreprises pour sécuriser leurs investissements. Et on sait que les entreprises gagnantes seront celles, qui auront su intégrer d'autres paramètres que celui des droits de l'homme, dans leurs stratégies d'investissement ou de dévelop-

pement » a-t-il indiqué.

C'est dans ce sens qu'il a souligné également qu'il est nécessaire de construire un Etat de droit en lieu et place de cet Etat mafieux qui encourage le développement d'une économie criminelle en tolérant en son sein des criminels et des violeurs.

De son côté le chef de mission du Fonds monétaire International (FMI) pour Haïti, Boileau Loko, encourage les autorités haïtiennes, qui comptent toujours sur les aides externes et les investissements étrangers pour le développement du pays, à réduire la dépendance. « Les pays développés ont maintenant des difficultés économiques et ne veulent plus continuer à fournir toute l'aide, comme ils le faisaient par le passé », a-t-il fait savoir. Il a toutefois précisé que le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) serait actuellement de 2.5 à 3% pour l'année fiscale 2011-2012. Il a été en *deça des espérances, en dessous des projections* initiales et aussi en dessous du taux de croissance qu'Haïti devrait réaliser pour être admise, dans les 20 à 30 prochaines années, au rang des pays émergents.

Une fois de plus, ces faits démentent les slogans du Premier ministre, Laurent Lamothe qui faisait croire qu'Haïti est ouverte aux affaires alors qu'elle est loin d'être un pays émergent dans deux ou trois décennies. Les multiplications des voyages à l'étranger du président Martelly dans

Suite à la page (19)

Qui a tué l'entrepreneur Moscoso ?

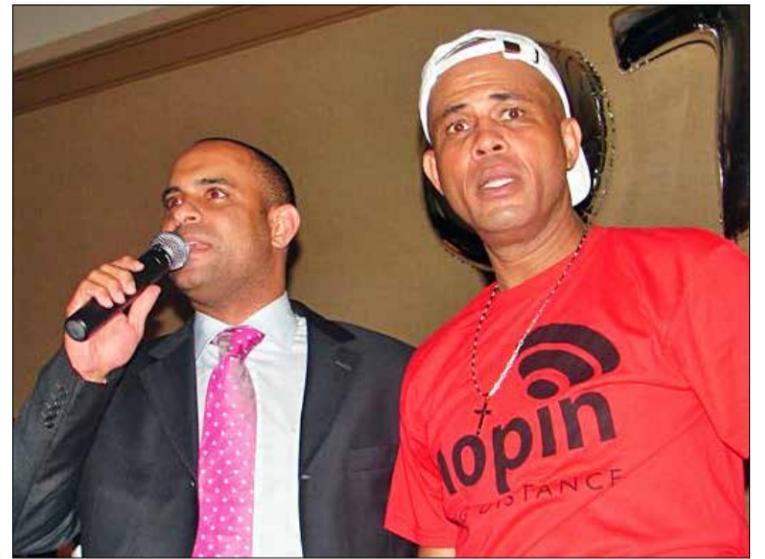


Le kidnappeur, chef de sécurité du président Martelly, Marc-Arthur Phébé

Par Thomas Peralte

La Cité d'Anacaona s'est réveillée le dimanche 9 décembre 2012 dans le deuil, après l'assassinat horrible de l'un de ses fils, l'entrepreneur de vieille date, Jules Edouard Moscoso, âgé de 57 ans. Il a été tué par balles dans

presse du mercredi 5 décembre dernier a révélé que 18 cas de kidnapping ont été enregistrés au cours du mois de novembre 2012. Environ 110 cas d'assassinat ont été également enregistrés au cours de cette même période. Selon les responsables des organisations de défense des droits humains, 5 cas d'assassinat à armes à feu sont enre-



Le propriétaire de Nopin, Premier ministre Laurent Lamothe et le Président Joseph Michel Martelly

sa résidence dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 décembre dans la ville de Léogâne par des bandits armés. Cet acte criminel a été commis à quelques mètres d'une base des soldats des Nations Unies, la Minustah entre 2h30 et 3heures du matin.

Jules Edouard Moscoso était un entrepreneur qui a investi autrefois dans la production de clairin. Mais, avec l'envahissement de l'éthanol sur le marché haïtien, il s'est vu obligé de changer de cap pour entrer dans la purification de l'eau. C'est ainsi qu'il était le propriétaire de la Compagnie d'eau « Dolphin » à Léogâne. Selon les informations recueillies sur place, le père de la victime, feu Edouard Moscoso était le frère de Robert Moscoso, le président directeur général de la Sogebank. Celui-ci est le père de deux (2) jeunes, Coralie et Nicolas Moscoso qui avaient été victimes d'un acte de kidnapping par le gang de Brandt-Phébé, le 16 octobre dernier à Port-au-Prince.

Après l'arrestation de Clifford Brandt le 22 Octobre 2012 et une dizaine d'autres membres de gang, de kidnappeurs dont le chef de sécurité du président Martelly, Marc-Arthur Phébé et plusieurs autres policiers, d'autres membres de ce gang sont toujours en cavale. Et ils opèrent comme bon leur semble sous les ordres de leurs chefs, même quand certains d'entre eux sont prétendument sous les verrous, tout en ayant à leur disposition des moyens de communication avec l'extérieur. Or, le président Martelly lui-même a reconnu que le gang Brandt-Phébé a la capacité de le renverser à la tête du pouvoir en une minute. Donc existe-t-il un lien entre l'assassinat crapuleux de Jules Edouard Moscoso et le puissant gang de Brandt. Si c'était le cas, quelle serait la prochaine victime ?

Par ailleurs, le porte-parole de la Police Nationale D'Haïti (PNH) Frantz Lerebours, lors d'une conférence de

gistrés dans le pays par jour.

Le porte-parole de la PNH a fait état d'un cas de kidnapping suivi de disparition sur la personne de Georges Vincent. Il a été enlevé à son domicile le 20 octobre 2012 à Lilavois, une banlieue située au nord de la capitale. Le chef de ce gang, Fénel Leriche qui aurait réalisé cet enlèvement a été arrêté par la Police ainsi que 12 autres individus dont deux employés d'une succursale de banque appréhendés dans le cadre de cette affaire. Fénel a son actif plus de 10 cas de kidnapping.



University Pain Medicine Center

Doulè se inevitab, soufri se yon chwa

Conditions Treated Include but not limited to:

- Neck Pain/Back Pain
- Herniated Disc
- Sciatica
- Motor Vehicle Accidents
- Work Related Injuries
- Spinal Stenosis
- Headaches
- Cancer Related Pain

Treatments Include but not limited to:

- Cervical Epidural Steroid Injections
- Lumbar Epidural Steroid Injections
- Minimally Invasive Discectomy
- Spinal Cord Stimulation
- Endoscopic Laser Discectomy
- Intrathecal Pumps (Morphine Pumps)
- Sacroiliac Joint Injections
- Knee, Hip, Shoulder Injections
- Biacuplasty for Degenerated Discs
- SI Joint Radiofrequency with Sinergy



5 Convenient Locations Include:

- MAIN OFFICE:
33 Clyde Rd. • Suites 105 & 106 Somerset, NJ 08873
294 Applegarth Road • Suite G • Monroe, NJ 08831
2 Worlds Fair Drive • Suite 203 • Somerset, NJ
1810 Park Avenue • South Plainfield, NJ 07080
234 Stelton Road • Piscataway, NJ 08854

Call today for a Consultation:
(888) 928-0801

www.upmpainmedicine.com



Didier Demesmin, MD
Board Certified in Pain Medicine
Board Certified Anesthesiologist
Director of Pain Medicine St. Peter's University Hospital
Top Doctor-NJ Monthly Magazine
Nou pale Kreyòl



Director: Florence Comeau
Interlink Translation Services

- * Translations * Interpreters
- * Immigration Services
- * Resumé * Fax Send & Receive
- * Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225

Un peu d'air frais

(1ère partie)

Par Fanfan la Tulipe

Ces temps derniers, l'écoeurément a été à son comble vu le spectacle navrant offert par le monde politique en Haïti : le président accusé de recevoir des pots-de-vin dominicains, l'arrestation d'un gros chabrak bourgeois impliqué dans un hideux scandale de kidnapping, l'implication présumée du chef de l'unité de sécurité attaché à la présidence Marc Arthur Thébée, Sophia Martelly et fiston Olivier accusés par deux jeunes avocats de «détournement de fonds, association de malfaiteur et usurpation de titre», la sordide saga de Me Josué Pierre-Louis, les engueulades entre les députés Arnel Bélizaire et Jean René Lauchard à l'émission Ramnase du samedi 1er décembre, et au dernier moment la plainte déposée au Parquet de Port-au-Prince par le petit ingrat Ti Sonny contre son bienfaiteur Jean Bertrand Aristide, assurément une diversion pour noyer le scandale Josué.

Écoeuré par ces vilénies, j'ai voulu, cette semaine, apporter à cette rubrique, un peu d'air frais, sain, respirant un parfum antillais, en fait un parfum cubain. Un air juvénile, puisque je vais vous laisser en compagnie de Fidel Castro et de Ignacio Ramonet, l'ancien directeur du mensuel Le Monde diplomatique. Pendant cent heures, les deux ont longuement bavardé et ont sorti en 2006 une «Biographie à deux voix» dont le premier chapitre concerne «L'enfance d'un chef». J'en ai tiré des extraits que je compte présenter en deux temps.

- **Ignacio Ramonet.** Comment le révolutionnaire est-il né en vous ?

- Fidel Castro. Je suis devenu révolutionnaire. J'ai souvent réfléchi aux facteurs qui ont déterminé mon évolution. En partant de l'endroit où je suis né : à la campagne, dans une grande propriété rurale.

- **I.R.** Pourriez-vous décrire l'endroit où vous êtes né ?

- F.C. C'était une sorte de grande ferme. Vers le centre nord de l'ancienne province d'Oriente, aujourd'hui province de Holguín, pas très loin de la baie de Nipe, et près du moulin sucrier de Marcané. L'endroit s'appelait Birán. Ce n'était pas un village ni même une petite bourgade ; à peine quelques bâtiments isolés. La maison familiale se trouvait là, au bord de l'ancien Camino Real (Route royale), nom pompeux qu'on donnait au sentier de terre et de fange qui allait du chef-lieu, vers le sud, jusqu'à Santiago de Cuba. Les chemins étaient alors de véritables bourniers. On se déplaçait à cheval ou dans des chars à boeufs. Les véhicules à moteur n'existaient pas encore là-bas dans ma campagne. L'électricité non plus. Quand j'étais enfant, chez nous on s'éclairait à la bougie et à la lampe à huile.

- **I.R.** Quels souvenirs conservez-vous de votre maison natale ?

- F.C. C'était une maison à l'architecture espagnole ou plutôt galicienne. Mon père était d'origine galicienne [...] Il était fils de paysans très pauvres. En Galice, on avait l'habitude d'abriter les animaux sous la maison. La nôtre s'inspirait de cette coutume [...] je me souviens que lorsque j'avais trois ou quatre ans, les vaches passaient la nuit sous la maison [...] On avait aussi comme en Galice, un petit enclos pour les cochons et les volailles [...].

- **I.R.** Je suis allé à Birán, j'ai visité la maison où vous êtes né, qui est effectivement d'une architecture très originale.

- F.C. C'est une maison en bois. Les piliers sont faits d'un bois cubain très dur, le *caguairán*, et la maison repose sur ces piliers. A l'origine, elle devait être carrée. On l'a ensuite agrandie pour y créer une salle de bains, un cellier où entreposer la nourriture, une salle à manger et une cuisine [...] Sur la surface carrée originale, il y avait un second étage, plus petit, que l'on appelait le «mirador». C'est là que je suis né, le 13 août 1926, à trois heures du matin, à ce qu'on dit.

C'est dans cet environnement que je me suis habitué aux travaux des champs, à l'odeur de la canne à sucre, à la nature, les arbres, les oiseaux [...].

- **I.R.** Dans quelles circonstances votre père est-il venu à Cuba ?

- F.C. Mon père était fils d'une famille extrêmement pauvre. Lorsque j'ai visité la Galice, en 1992, je me suis rendu dans son village, Láncara, pour voir la maison où il avait vu le jour. C'était une mesure, de dix mètres de long sur six de large [...] La chambre et la cuisine n'étaient qu'une seule et même pièce.

Très jeune, vers seize ou dix-sept ans, mon père a été enrôlé pour le service militaire ; mais il avait plus de vingt ans lors de son arrivée à Cuba [...] Les conditions de sa venue ne sont pas très claires. Même adolescent, je n'ai jamais abordé ce sujet avec lui [...] Par leur entremise {mes frères et sœurs}, j'en ai eu des échos ; leur thèse est que mon père était un de ces jeunes Galiciens pauvres auxquels certains personnages fortunés offraient une somme d'argent pour qu'ils les remplacent au service militaire.

- **I.R.** Vous n'avez souvenir d'aucune discussion avec votre père à ce sujet ?

- F.C. Il m'en a peut-être parlé une fois, à l'époque où je parlais aux campements ouvriers dans les pinèdes de Mayari ; parce que j'aimais être n'importe où, sauf chez moi. La maison représentait l'autorité et mon esprit disons contestataire commençait déjà à s'éveiller.

- **I.R.** Enfant, vous étiez déjà rebelle ?



Lina Ruz et Angel Castro

- F.C. J'avais des raisons de l'être. Face à une certaine forme d'autoritarisme espagnol, l'Espagnol qui commande [...] Je n'aimais pas l'autorité ; parce que cela signifiait en plus, à l'époque, un certain lot de châtiments corporels [...] Je prenais des risques, mais j'apprenais aussi à y parer.

- **I.R.** Votre père était autoritaire ?

- F.C. Il avait une forte personnalité. Il n'aurait pas pu faire ce qu'il a fait - [...] bâtir à la sueur de son front, à partir de rien, sans un sou., sans relations, et en étant au départ analphabète, une exploitation agricole, une vraie fortune - s'il n'avait pas un caractère fort.

Du caractère, et aussi une bonne dose de volonté [...] Il n'a jamais été injuste. [...] Il a toujours été sensible aux difficultés des plus démunis. Lui-même avait eu une enfance malheureuse. Très jeune il avait perdu sa mère [...] C'était un homme noble, d'une noblesse rare.

- **I.R.** Votre père travaillait pour les Américains ?

- F.C. Mon père a commencé à travailler pour la célèbre United Fruit Company [...] Il constitua ensuite une équipe de travailleurs et passa des contrats de sous-traitance avec l'entreprise américaine [...] Mon père était parvenu à avoir sous ses ordres jusqu'à trois cents hommes. [...] Il avait des qualités évidentes d'entrepreneurs. Cependant, il ne savait ni lire ni écrire et il a dû apprendre en autodidacte.

- **I.R.** Sa propriété s'est vite agrandie ?

- F.C. Il a réussi à acquérir environ neuf cents hectares dont il était propriétaire ; il a ensuite loué plusieurs milliers d'hectares à des descendants de généraux cubains de la guerre d'indépendance. [...] Ses revenus étaient substantiels, car en plus de la canne à sucre et de l'élevage, il disposait de terres [...] partout. Plus de dix mille hectares de terre.

- **I.R.** Vous êtes donc fils de millionnaire ?

- F.C. Millionnaire, c'est peut-être exagéré [...] Malgré sa position sociale et sa richesse, on ne pouvait pas dire de mon père qu'il était millionnaire. Mais c'est vrai que nous, les enfants, dans cette société misérable, on nous traitait comme des gosses de riches.

- **I.R.** A Birán, votre père n'a pas seulement construit une maison, il a successivement édifié [...] une boulangerie [...], une école, des maisons pour les ouvriers haïtiens... [...].

- F.C. A l'endroit où nous vivions [...] c'était ce qu'on appelle à Cuba un *batey*, parce que tous ceux qui occupaient les différents bâtiments travaillaient dans la même exploitation agricole. Lorsque j'étais enfant, la laiterie était sous notre maison [...] Et tout près, on a construit un petit abattoir et une boucherie. A quarante mètres de l'autre côté, on a installé une

boulangerie [...] il y avait aussi une épicerie. Un peu plus loin, il y avait quelques grandes baraques très pauvres [...] où vivaient en effet, dans la misère quelques dizaines d'immigrés haïtiens qui travaillaient à la culture et la récolte de la canne à sucre [...].

- **I.R.** Il y avait également une spectaculaire arène pour les coqs. On y organisait des combats ?

- F.C. Oui [...] les coqs s'affrontaient tous les dimanches [...]. C'était le spectacle que se pratiquait à la campagne.

- **I.R.** Une distraction locale.

- F.C. Oui, il n'y avait pas beaucoup de distractions. On jouait aux dominos. [...] Je devais avoir environ trois ans quand mes parents ont acheté un de ces phonographes à ressort [...] Personne n'avait de poste de radio. Je crois que mon père était le seul à en posséder un [...].

- **I.R.** Parlez-moi de votre mère.

- F.C. Elle s'appelait Lina. Elle était cubaine, de Las Catalinas dans la province de Pinar del Río [...] Sa famille était d'origine espagnole, des Canaries. Et c'était aussi une famille paysanne très pauvre. Mon grand-père maternel était charretier [...] Quand ils étaient partis pour la région de Birán, ma mère avait treize ou quatorze ans. Avec son père et son frère, ils venaient de Camagüey où ils étaient arrivés en train depuis Pinar del Río pour chercher meilleure fortune. Ensuite, ils avaient parcouru de longs trajets en charrette [...] puis finalement jusqu'à Birán.

Ma mère a dû comme mon père, apprendre à lire et à écrire toute seule, avec volonté et application [...]. Elle nous a élevés de manière stricte, exigeait de l'ordre, de l'économie et de l'hygiène [...] ; je ne l'ai jamais vue se reposer un seul instant dans la journée.

Assistée d'une sage-femme paysanne, elle a mis au monde sept enfants, tous nés à la maison. Jamais aucun médecin n'a mis les pieds dans cette propriété si éloignée de tout [...] ma mère voulait que ses enfants étudient [...] Sans elle, moi qui ai toujours éprouvé du plaisir à étudier, je serais aujourd'hui un analphabète fonctionnel. [...] Elle a accepté sans montrer la moindre amertume, la Réforme agraire et la distribution de ses terres, auxquelles, sans aucun doute, elle tenait. Profondément pieuse, elle a trouvé du réconfort à sa douleur de mère dans sa foi et ses croyances - que j'ai toujours respectées - et a accepté aussi, avec un amour maternel, la révolution pour laquelle elle a tant souffert [...] Elle est morte le 6 août 1963, trois ans et demi après la révolution.

- **I.R.** Et votre père est décédé quand ?

- F.C. Il était bien plus âgé que ma mère. Il est décédé le 21 octobre 1956 [...] deux mois avant notre débarquement du *Granma*.



Fidel au collège Dolores à Santiago de Cuba
Année scolaire 1940-1941

- **I.R.** Quand la guerre civile espagnole a éclaté, vous aviez une dizaine d'années.

- F.C. Je n'avais pas encore dix ans. Je suis né le 13 août 1926 et la guerre d'Espagne a commencé le 18 juillet 1936. J'avais précisément neuf ans et onze mois ; je savais donc lire et écrire.

- **I.R.** Vous souvenez-vous, par exemple, si votre père était préoccupé par cette guerre ou s'il en parlait ?

- F.C. A Birán, il y avait deux camps, parmi les douze ou quatorze Espagnols qui travaillaient à la propriété.

- **I.R.** Des Espagnols qui se réunissaient avec votre père, qui venaient chez vous ?

- F.C. [...] qui étaient ses salariés ou ses ouvriers. Il y avait par exemple un Asturien qui s'occupait de la comptabilité. Il était très cultivé. Il disait qu'il parlait sept langues [...]. Lorsqu'on a eu la radio et qu'on écoutait des émissions en anglais ou en allemand, il les traduisait. Il savait le latin [...] il connaissait aussi le grec, citait Démosthènes [...] Son groupe était du côté des «rebelle» - c'est ainsi qu'on surnommait ceux qui étaient contre la République - lorsque la guerre d'Espagne a éclaté.

- **I.R.** Du côté des franquistes, donc ?

- F.C. Oui. Et l'autre groupe était du côté des Républicains. C'étaient surtout des ouvriers agricoles ; certains ne savaient ni lire ni écrire. Parmi eux, il y avait tout de même Valero, le chef du télégraphe, du bureau de poste ; lui aussi était républicain. Le camp républicain comptait également un cuisinier qui avait été gardien de bétail. [...] Il s'appelait García, il était très travailleur et complètement analphabète.

- **I.R.** Analphabète ?

- F.C. Oui, je peux témoigner que, lorsque j'étais enfant, moins de vingt pour cent des habitants de Birán savaient lire et écrire ; et encore avec difficulté. Très tôt, je me suis rendu compte de ce que doit supporter un analphabète... Quand on sait à quel point l'estime de soi a de l'importance [...] Tout petit, j'ai vu des hommes qui, ne sachant pas écrire, devaient demander à d'autres qu'ils écrivent pour eux à la femme qu'ils aimaient. [...] C'était humiliant.

- **I.R.** Vous souvenez-vous personnellement, de discussions au sujet de la guerre civile espagnole ?

- F.C. En 1936, j'étais interne à Santiago de Cuba [...] Je n'avais pas encore dix ans. Je me souviens que lorsque je revenais de Santiago passer mes vacances à Birán, comme je savais lire et écrire, Manuel García, le cuisinier, sortait en boitant de sa maisonnette et se précipitait à ma rencontre pour me demander de lui lire le journal. C'était un républicain enragé [...] ; alors je lui lisais le journal et lui donnais des nouvelles de la guerre d'Espagne. C'est comme ça que j'ai suivi cette guerre, avant l'âge de dix ans. Je lui lisais divers journaux. A Birán, on recevait [...] *Información*, *El Mundo*, *El País*, et *El Diario de Cuba* ; mais le principal journal qui nous parvenait était *El diario de la Marina*.

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing



Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Entèvyou Mèt André Michel ak Mèt Newton St. Juste

28 oktòb 2012, Mèt André Michel ak Mèt Newton St. Juste te pase nan biwo Ayiti Libète nan Nouyòk, nou te fè yon ti kozman ak yo.

Ayiti Libète: Kòman nou ye, mèt André Michel ak mèt Newton St. Juste, ki sa ki mennen nou Ozetazini?

André Michel: Nou isit pou plizyè rezon. Premyèman, depi anviwon kenz jou, nou pratikman sou tout kalte menas, depi ansyen konmisè gouvènman Pòtoprens lan Me. Jean Renel Senatus te jwenn revokasyon l paske li te refize arete nou.

Konsa nou jwenn yon ansanm sipò entènasyonal, tankou Amnesty International, Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Watch, yon palmantrè meriken yo rele John Conyers, etsetera. Yo egzije otorite yo pou yo pran yon ansanm mezi pou asire sekirite nou paske tout moun konnen nou andanje, e anfonksyon pozisyon sitwayen nou, nou pran angajman pou nou rele lajistis fanmi prezidansyèl la pou koripsyon. Enben paske n ap denonse kòripsyon gouvènman an sa mete nou andanje. Nou jwenn tou anpil sipò onivo nasyonal ki soti nan òganizasyon dwa moun k ap travay sou teren an, anpil pèsonalite ayisyen ki nan sosyete sivil la sipòte nou tou.

Mentnan nou te rive jwenn yon envitasyon pou n al fè yon entèvyasyon devan Komisyon entè-ameriken pou dwa moun », ki se seksyon dwa moun nan OEA jou mèkredi 31 oktòb k ap vini an. Nou genyen egalman pou n rankontre òganizasyon dwa moun sa yo ki te ban nou sipò yo. Se yon moman tou, pou nou fè yon antretyen avèk kominote ayisyen an k ap viv Ozetazini, sitou moun ki nan Nouyòk, Miyami ak Wachington. Se moman tou pou n pwofite fè yon ti ekleraj atravè laprès isit nan Nouyòk, Ozetazini ki releye kesyon ayisyen an.

Brèf, se yon moman konba, desplikasyon, se yon moman pou n wè kòman nou kapab travay pou n enplike plis ayisyen posib kab viv Ozetazini nan lit k ap fèt an Ayiti a. Paske pou nou reyalite ayisyen an li tèlman difisil, li tèlman konplèks, lè nou gade tout resous nou genyen aletranje, pou nou li enposib pou n devlope Ayiti san yon enplikasyon reyèl moun k ap viv aletranje yo. Se yon latriye moun ki atache ak Ayiti, se demoun depi ou jwenn avèk yo, se sou Ayiti y ap pale. Brèf, kesyon Ayiti a, se yon kesyon ki



Mèt Newton St. Juste ak mèt André Michel nan lokal Ayiti Libète

fondamantal pou yo. Angwo se esansyèl objektif vwayaj nou isit.

Ayiti-Libète :

Mèt St-Juste, ki moun oubyen ki òganizasyon ki anchaj nou menm pou tounen sa a?

Newton St-Juste :

Se Via FIDH. Se yon demann odisyon FIDH te fè nou, paske ou konnen se youn nan premye òganizasyon entènasyonal, avèk Amnesty International, ki te pran pozisyon anfavè nou e ki te mande Leta ayisyen pou yo te kapab asire pwoteksyon nou alaswit tout ansanm menas yo t ap fè sou nou nan Pòtoprens.

Se pa yon envitasyon k ap rete la. Nou gen lòt envitasyon, pou n al Lafrans pou n al eseye esplikasyon jodi a sa yo rele demokrasi a, li andanje an Ayiti. Paske pa bliye nan mwens pase yon lane, nou jwenn 2 gwo ka, m ta di: pou fè enstitisyon leta yo tounen yon enstriman, you zouti, you zam pou pèsekite sitwayen yo.

Nou pa bezwen pran ka pa nou an. Nou kapab pran ka André Morno ki se yon sitwayen ayisyen ki retirete, ki fin konstwi kay li, alaj 82 zan. Paske l abite bò kay prezidan an, paske prezidan renmen kay li, prezidan bezwen pran kay la, li itilize DGI pou vòlè kay sitwayen sa a. Nou menm kòm sitwayen tou, nou pale anpil sou dosye a. Nou denonse l paske se yon vyolasyon konstitisyon an, se yon vyolasyon ansanm angajman enstitisyon yo an matyè respè

dwa moun paske « dwa ak pwopriyete prive » li dwe respekte, « menmjan ak dwa pou yon moun lib ak dwa tout Ayisyen genyen pou dwa ekonomik yo garanti.

Donk fò k mwen di w nou se avoka, militan dwazimen men endepandan. Depi anviwon yon lane, chak fwa yon moun gen yon pwoblèm enjistis l ap sibi nan peyi a fas ak pouvw Martelly a, yo toujou rele nou paske yo estime nou serye, kredib, paske yo estime se nou ki pa pè presyon. Se yon pouvw k ap fonksyone sou entimidasyon, joure manman jounalis, arete depite anfonksyon. Si nou pran ka pa nou an, lefèt gouvènman sa a ap fè Pakè a tounen yon zouti pou li. Pakè ki ta dwe osèvis sosyete a, konmisè gouvènman an, wòl li se pou defann enterè sosyete a.

Kounye a, ou pran pakè a, pou di yon konmisè gouvènman arete 2 avoka ki yo menm chwazi al lajistis pou yon rezoud yon dosye koripsyon. Se yon bagay ki ekstrèmman grav.

Pandan fanmi prezidansyèl la pran avoka, y ap bay konferans pou laprès, y ap di yo pral tribinal avèk nou paske n ap bay manti. Ebyen anba anba, yo vle arete nou, anba anba nou tandè gen plan pou yo sasinen nou.

Donk, fas ak tout sitiyasyon ensekirite sa a nou ye, nou jwenn yon solidarite entènasyonal, nou tou pwofite pou remèsye moun bò isit la, mwen wè ki gen yon selil ki solidè ak kòz la.

Not pou laprès Sendika Travayè Anseyan Inivèsite Ayiti a (STAIA)

Sendika Travayè Anseyan Inivèsite Ayiti a (STAIA) ap denonse epi kondane arestasyon lapolis sou 5 etidyan Fakiltè Dwa ak Syans Ekonomik.

Sendika a denonse epi kondane represyon sovaj polis nasyonal la fè sou etidyan fakiltè dwa malgre yo t ap eseye mobilize anndan fakiltè a menm pou mande pasifikman otopsi kadav kamarad yo Damael D'Haiti polisye Pierre Paul Maceus te touye ak yon bal nan tèt jou ki te samdi 10 novanm 2012 la. Ajan espesyalize polis la SIMO debake anchango kote yo tire anpil, bonbade fakiltè a ak gaz lakrimojèn epi arete pou pi piti 5 etidyan.

Fòk nou raple konstitisyon an bay tout moun dwa pou manifeste pou fè revandikasyon yo pase. Nou pa konprann rezon ki fè polisye yo deplwaye tout fòs sa a pou anpeche etidyan yo manifeste solidarite yo ak kamarad yo non selman yo touye men responsab yo pa janm pran dispozisyon pou fè otopsi kadav la apre

yon mwa.

Represyon brital sa a fè n sonje moman nwa popilasyon an te konnen sou rejim sanginè fanmi Duvalier yo kote moun pat gen dwa eksprime yo. Nan Inivèsite a, se te tonton makout ki t ap fè ede fè. Nou remake pouvw Martelly-Lamothe la ap eseye tounen ak baboukèt yon mannyè pou anpeche popilasyon an eksprime l kòm sadwa. Tankou, lapolis fè gro represyon sou moun jeremi ki t ap manifeste pou rout, tantativ pou te fèmen radyo VKM nan Okay, represyon sou manifestan nan jakmèl elatriye.

Nan sans sa a, STAIA ap mande orite lapolis yo ak lajistis yo pou libere prese prese etidyan yo arete abitrèman jou lendi 10 desanm lan. Nou mande tout òganizasyon pwogresis, tout militan konsekan pou akonpaye batay kominote inivèsite a pou fòse pouvw a kite chimen abitrè, arestasyon ilegal.

**Pou STAIA,
Pòtoprens 11 desanm 2012
Renel Exentus
Louis Alvares**

Nan emisyon radyo nou tandè Ayisyen ki an Ewop tou k ap batay onivo FIDH la, onivo òganizasyon dwamoun pou kapab fè asire pwoteksyon nou. Yo fè presyon sou gouvènman ayisyen an. Se nan menm espri sa a, yon ansanm òganizasyon ta renmen wè nou, ta renmen tandè nou, pou konnen èske nou ansekirite, aprè yo te fin denonse menas k ap fèt sou nou, aprè yo te fin fè bwi anfavè nou e ki sa n ap bezwen pou yo kapab garanti sekirite nou

Ayiti-Libète:

Daprè youn nan rapò sa yo nou te wè, ou te di gen kèk konseye Martelly, anpatikilye otyel Richard Morse ak Thierry Mayard Paul, yon sèten Jeannine Léonidas, ki se yon militan ANDP, yo te pwopoze pou yo sasinen nou, se yon gwo akizasyon, ki prèk nou genyen menm?

Newton St-Juste:

Premye bagay, mwen ta renmen pote eklèsisman sou Richard Morse. Moun te etone. Menm André Morno, sitwayen prezidan Martelly voye vòlè kay li a, li di klèman kiyès ki te vin lakay li, ki te vin mande l kay li a. Se te Rich-

ard Morse, Thierry Maryard Paul avèk yon gwoup bandi ame, li pa rive idantifye. Sa te pase an Oktòb 2011, kote Richard Morse nan tèt yon delegasyon al jwenn André Morno. Li di André Morno, premyè dam nan evalye kay ou a, a \$800,000. Si w pa vle bay kay la, n ap fè DGI vin pran l nan men ou. Se sa yo te di l, dapre Morno. Defèt, DGI vin voye tout bon vre pran kay la pou bay prezidan Martelly.

Nan ka ki konsène sekirite pa nou an, nou gen anpil enfòmasyon kòrèk, yo dèyè sasinen nou depi byen lontan, yo dèyè arete nou, yon sèten moman bagay la te vin pran twòp anplè, yo pa vle, jodi a la a, y ap pale nesite pou yo anpwazonnen nou. « Donk sa vle di plan an toujou la. » Nou gen enfòmasyon sa atravè kèk moun nou genyen ki nan Palè a, paske 24 ak 25 fevriye, nou te nan Ranmase, gen kèk moun ki te vin tann nou bò machin nou pou te sasinen nou. An fevriye, lefèt ke nou te pran yon dosye kote ke prezidan Martelly te arete etidyan Etnoloji, al bat yo, al maspinen yo, ebyen se nou menm, yon etidyan ki te rele Jacky Frizner, se noumenm ki te garanti defans li, ki te lage l. Se depi lè sa a, pouvw a gen pwoblèm avèk nou. Yo te menm ekri Me. André Michel, yo te mande l pou fè yon ekskiz piblik.

Donk se yon ansanm eleman, se yon ansanm enfòmasyon kèk moun ki nan Palè menm ba nou. Fòk ou ta mande nou tou kòman nou fè jwenn arete sa yo, ki te kache anndan Palè a, moun pa t menm konnen.

Ayiti-Libète:

Moun sa yo nan Palè a, se moun wòt nivo ?

Newton St-Juste:

Men sa ou bezwen konprann pou sekirite moun sa yo. Batay n ap mennen, gen anpil ayisyen ki retwouve yo nan batay la. Genyen anpil ayisyen ki fatigue, gen ayisyen nan ministè Finans ki rele nou, ki vin jwenn nou, ki di nou yo genyen enfòmasyon oubyen yo menm y ap sibi presyon pou fè yo detwi « prèk tankou chèk » ki te fèt alòd madan Prezidan an, Sophia Martelly. Nou genyen sitwayen ayisyen ki nan BRH ki di nou y ap detwi « prèk ». Donk, gen anpil moun ki kolabore, ki bay nou enfòmasyon, men yo mande n garanti pou n pa site non yo pou n kapab pwoteje yo tou, paske sa kapab mete lavi yo andanje.

SELEBRASYON 16 DESANM 1990

Komite Sitwayen pou Pwoteksyon Ayisyen ak Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA) ap envite n nan Selebrasyon Dat 16 Desanm 1990

16 Desanm 1990 - 16 Desanm 2012, 22 zan depi Pèp Ayisyen an te mete sou pouvw premye Prezidan ki genyen nan yon eleksyon lib e demokratik.

Nan lespri pou kontinye kenbe diyite memwa nou toujou toulimen ak drapo rezistans lan pi djanm, Komite Sitwayen pou Pwoteksyon Ayisyen nan tèt kole ak Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA) ap envite n nan selebrasyon dat sila jou k ap Dimanch 16 Desanm 2012.

N ap envite tout konpatiyòt pwogresis, nasyonalis, ak tout Lavalasyon yo nan yon gwo sware refleksyon alokasyon konkèt istorik pèp Ayisyen an nan eleksyon 16 Desanm 1990 yo. Nan okazyon sa a, ap genyen diferan panelis k ap pran lapawòl, atis k ap pèfome, & resepsyon.

Y ap òganize akitivite sa a nan lokal jounal Ayiti Libète a ki nan 1583 Albany Avenue (Kwen Glenwood Road) Brooklyn, NY 11210.

N ap kòmanse apati de 6zè pou 10 zè diswa.

Pou plis enfòmasyon:

Kontakte: Julie Bazile 347-867-4859, osinon Marquez Osson 917-251-6057

KAPTE BOUKAN

101.9 FM • SCA

Radyo Pa Nou

Emisyon KAKOLA

Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere

(917) 251-6057

www.RadyoPaNou.com

Mèkredi 9-10 pm

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue Brooklyn, NY 11226

67 Khz

www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph

Bureau:

(718) 940- 3861

Studio:

(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

Les trois anciens magistrats mousquetaires malfrats de Cité Soleil, 7 ans après quoi de neuf ?

Par Tercier Daniel et Wendel Polynice

On aura beau dire, on aura beau lire, on aura beau entendre, on ne pourra même pas comprendre et s'imaginer ; mais nous ne saurons jamais que partiellement l'état de misère atroce, de pauvreté et de violence qui existe encore à l'intérieur des murs de la cité où il y a près de 500.000 résidents.

Bondé de monde sans métier, pas d'argent, mais n'ayant vraiment rien pour survivre en tant qu'humain, Cité Soleil est située dans la banlieue nord de la capitale de Port-au-Prince. Elle se compose de 34 localités ou sous-quartiers, dont les principaux, les plus vulnérables, sensibles à la violence et aux risques sont : Bois-Neuf, Drouillard, Lintheau, Ti Haïti, Sous-Wharf, Cité Gérard, Cité Lumière, Cité Blodé, Soleil 4, Norway, Brooklyn, Belekou,



Des fillettes faisant leur besoin dans une rue de la Cité servant de toilette



Les anciens maires de Cité Soleil, Wilson Louis, Jean Robert Charles et Gustave Benoît

cité Boston.

La cité concentre bon nombre de problèmes cancéreux ainsi que les conditions de vie inhumaines. Surpopulation, pas d'infrastructures de base, hygiène déplorable, insécurité endémique, absence de ramassage des ordures ménagères et d'assainissements, absences d'opportunités socio économiques, en conclusion absence de l'état Haïtien sont les lots de sa fortune.

Pendant des années, plus précisément après les élections du 21 Mai 2005, les sept (7) dernières années, on dirait que le tissu social a été complètement déchiré et fragmenté au point que la violence est devenue le seul modèle de développement individuel proposé aux enfants et aux jeunes de ce quartier, car les personnes qui se disaient leaders communautaires, militants politiques et les organisations de bases

sont tous et toutes des opportunistes assoiffés de pouvoir pour leurs intérêts personnels. Pourtant ses enfants et ses jeunes adolescents privés d'une éducation peu équilibrée sont amenés à s'impliquer dans de nombreux aspects de la violence armée et de la prostitution juvénile rien que pour la survie. Sous le gouvernement Martelly-Lamothe la complicité est telle que la population se retrouve face à un pouvoir qui ne lui laisse le choix que de vivre dans un bidonville appauvri

Le lundi 3 décembre, un nouveau cartel composé de M. Barraï Jean Louis, Mme Natacha Orélus et M. Philippe Jean Rénold a été engagé par la grâce d'une lettre signée de M. Ronsard St Cyr, le Ministre de l'Intérieur et des collectivités territoriales sans arrêt présidentiel du gouvernement Martelly-Lamothe, ni même des élections. Il

s'agit manifestement de réduire au silence M. Barraï Jean Louis, un animateur anti-martelly dans les jours passés dans une émission qu'il animait tous les Soirs sur RCH 2000. Ce cartel a été mis en place ce vendredi 30 Novembre. Le lundi 3 Décembre le nouveau cartel se rendait à la Mairie (Annexe), située à Sarthe. Surprise ! Mais, les magistrats mousquetaires, malfrats, corrupteurs, ont emporté la majorité des matériels de bureaux sur leur chemin, a expliqué Jean Kesnel Paul, un supporteur du nouveau Cartel.

Avec ce nouveau cartel transitionnel à la tête de la Mairie de Cité Soleil et avec ce Gouvernement qui ne pense qu'à s'enrichir lui-même, quelles issues pour Cité Soleil ? Ainsi donc, les pharaons modernes d'Haïti laissent partir le peuple et l'abandonnent à son sort.

Déclaration de Port-au-Prince !

Par SEPLA

Du 11 au 14 novembre 2012 s'est tenu à Port-au-Prince le 8ème colloque international de la SEPLA (1), organisé en partenariat avec la PAPDA (2), l'AHE l3l, l'UEH l4l et la CLACSO l5l. Ce colloque a permis de renouveler les éléments de base permettant d'analyser la crise du système capitaliste et de mettre en perspective la crise de la société haïtienne et ses rapports avec le bloc des pays latino-américains.

Ce 8ème colloque intitulé : « Haïti et l'Amérique Latine : Une nouvelle rencontre urgente et nécessaire » est orienté vers la production d'une réflexion critique autour de la merveilleuse rencontre des luttes d'émancipation du Peuple haïtien et des mouvements indépendantistes du début du 19ème siècle. Il s'est penché également sur le long silence et la mise en quarantaine de la nouvelle république et de sa geste anti-esclavagiste, sur les moments de séparation, de divorce, de malentendus et sur la tragédie de cette honteuse et douloureuse occupation du sol haïtien par des forces militaires étrangères sous le parapluie des Nations Unies alimentée par des troupes provenant en majorité de notre continent. A travers la MINUSTAH se réalise une alliance politico-économique renforçant les objectifs de la domination impérialiste et du processus de remilitarisation impériale du bassin des Caraïbes. Les Nations Unies, à travers la MINUSTAH, violent le droit à l'autodétermination du Peuple haïtien, aggravent la crise de société dans ce pays et représentent aussi une menace pour tous les Peuples de la région à la recherche de nouvelles stratégies d'émancipation.

Dans l'après-midi du 11 novembre les économistes latino-américains venant du Brésil, de l'Argentine, du Pérou, de l'Uruguay et de l'Espagne ont eu l'occasion d'échanger et de fraterniser avec des représentants du mouvement populaire haïtien. Ils ont présenté les éléments clés des contradictions de la conjoncture mondiale et régionale en dénonçant les nouvelles offensives du Capital contre le travail dans ses diverses expressions comme la privatisation des biens naturels, l'effondrement du salaire réel, la précarisation du travail et les multiples formules de flexibilisation de la main-d'œuvre, la reprimarisation des économies dépendantes, l'accapement des terres, l'intensification du consumérisme et le renforcement des quotas de pouvoir des Institutions financières internationales, l'intensification de la militarisation et du contrôle des systèmes politiques. Ils ont illustré les diverses modalités de résistance, la récupération de certains espaces de souveraineté et la perspective de relance du combat pour le socialisme. Les intervenants étrangers ont pu également écouter les exposés des représentants des mouvements paysans, ouvriers, des quartiers populaires et de lutte contre les expulsions forcées et pour la conquête du droit à un logement décent. Il faut noter la brillante participation du groupe formé par des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines appelé « Cercle Gramsci » l6l avec une méthodologie de théâtre populaire et du célèbre chanteur Wooly Saint-Louis Jean accompagné par des musiciens haïtiens et cubains.

Le colloque de la SEPLA souhaite marquer un moment décisif dans le processus de re-conceptualisation des rapports entre la République d'Haïti et le bloc latino-américain. Il s'est développé autour de 4 panels et des ateliers thématiques avec la participation d'une centaine de participants provenant de diverses Facultés des Universités publique et privée et d'une vingtaine de représentants des organisations et

mouvements sociaux qui s'inscrivent dans un combat contre le système dominant. Des chercheurs et spécialistes haïtiens, péruviens, uruguayens, brésiliens, argentins, espagnols et étatsuniens ont alimenté le débat à partir d'un ensemble d'exposés succincts sur des thématiques précises liées à la question centrale des nouveaux rapports entre Haïti et le bloc latino-américain.

Les débats ont permis de dégager les conclusions et les pistes de recherches suivantes :

- 1. La crise du système capitaliste mondial est structurelle. Elle s'articule autour des contradictions de base de ce système dans le cadre de l'affrontement antagonique entre les forces du Capital et le Travail, l'expansion du Capital fictif emballé dans un processus de financiarisation avec un fort potentiel destructif, la polarisation territoriale entre régions centrales et périphériques et les inégalités croissantes et insoutenables. La conjoncture actuelle est caractérisée par un processus accéléré de reconquête et de nouvelles dynamiques de spécialisation régionale : reprimarisation des économies du continent latino-américain de plus en plus confinées dans le rôle de producteur de matières premières pour le marché mondial, l'exploitation incontrôlée des ressources naturelles par des entreprises transnationales sans considération pour les questions environnementales et les conditions des travailleurs et travailleuses.

- 2. Il s'agit d'une crise structurelle qui se déploie sur le long-terme et ne sera pas résolue par les divers épisodes de « relance de la croissance » annoncés de façon tonitruante par la propagande impérialiste.

- 3. L'impérialisme, ses alliés, et les forces du Capital en général conservent d'énormes avantages dans le champ électoral et le jeu politique classique, grâce au contrôle presque absolu des moyens de communication et des diverses modalités de financement des Partis politiques et de soumission aux intérêts des capitalistes.

- 4. En dépit de la profondeur de la crise actuelle et de ses multiples facettes on aboutira au renversement du capitalisme que si nous parvenons à créer de nouveaux rapports de force et des États effectivement contrôlés par les Travailleurs, les Peuples et leurs organisations sociales et politiques.

- 5. La seule alternative à la crise actuelle passe par la mise en marche d'un processus d'unification des forces anti-systémiques engagées dans la construction du socialisme. La résistance héroïque du projet socialiste cubain, la reconquête d'espaces stratégiques de souveraineté dans plusieurs pays, la naissance de nouvelles dynamiques d'intégration comme l'ALBA, les victoires remarquables de la révolution bolivarienne au plan économique, social et électoral, la présence dans l'agenda des débats politiques de la question du socialisme du 21ème siècle (Venezuela) et du socialisme communautaire (Bolivie) constituent des signes positifs qui nourrissent l'espoir. Cependant les limites des projets des divers gouvernements dits progressistes sont évidentes et s'expriment à travers l'inexcusable retard dans la construction de la Banque du Sud (comme instrument fondamental de l'intégration régionale alternative), le manque d'actions coordonnées pour mettre un frein aux mégaprojets dévastateurs, la croissance continue de la domination du Capital étranger dans nos économies et l'absence de contrôle à l'expansion des capitaux spéculatifs. L'alternative socialiste doit être d'abord construite à la base dans la chaleur des luttes populaires anti-systémiques, anticapitalistes.

Suite à la page (14)

OPTIMUM inter
93.1 FM SCA

Radio Optimum - 93.1 sca
La direction et le personnel de la Radio Optimum remercient chaleureusement leur audience et annoncent à tous ceux qui ont perdu leur contact que depuis plus de deux ans, la Radio Optimum travaille quotidiennement sur la fréquence de 93.1 sca.
Vous avez aussi la possibilité de la capter sur le site www.radio-optimum.com et bientôt sur www.radiooptimuminter.com
Captez chaque jour, à toutes les heures le 93.1 sca.

Soleil Radio d'Haïti

Radio Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

RADIO PEP KOMINIKASYON
MONDAY-FRIDAY 7A.M. - 1A.M.
WLQY 1320 AM

RADIO PIMAN BOUK
SUNDAY 8 A.M. - 10:30 A.M.
WLQY 1320 AM

NOUVELLES
ANALYSE
EDUCATION
TALK SHOW

POLITIQUE
MUSIQUE
PUBLICITE

(786) 487-7870
MANDE POU VOLTAIRE

64^{ème} anniversaire de la DUDH: Quid des Nations Unies en Haïti ?

Par Yves Pierre-Louis

Ce 10 décembre 2012, ramène le 64^e anniversaire de la Déclaration Universelle de Droit de l'Homme (DUDH) des Nations Unies. Cette déclaration devrait garantir un ensemble de droits Politiques, Economiques, Sociales, Culturels, Environnementales. L'Etat haïtien est de ceux qui ont signé cette déclaration. Cependant, 64 années après, on constate que les droits de son peuple sont violés par ceux et celles qui sont là pour les protéger. Depuis plus de huit (8) ans les Nations Unies ont expédié une force d'occupation en Haïti sous le label de Mission des Nations Unies pour Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) dirigée militairement par le Brésil, qui joue le rôle de sous-impérialisme dans le sous-continent de l'Amérique du Sud. La présence de la Minustah en Haïti viole illico le droit à l'autodétermination du peuple haïtien de décider librement de l'orientation politique et économique de sa destinée en tant que Nation libre et indépendante. Elle viole aussi le droit à la santé du peuple haïtien en y introduisant une épidémie de Choléra qui a déjà tué plus de 8 mille Haïtiens et infecté plus de 800 mille autres. En dépit de toute évidence, l'ONU refuse de dédommager les victimes des actes criminels de ses soldats présents en Haïti sans aucune forme de justification, autre que la protection des intérêts des grandes puissances impérialistes qui l'avaient engagée.

A cette occasion, les victimes des forces d'occupation de l'ONU et celles de l'Etat haïtien, comme par exemple les victimes du tremblement de terre du 12 janvier 2010, ont manifesté sous différentes formes à Port-au-Prince pour exiger le respect de leurs droits et le départ des soldats de l'ONU en Haïti dont la présence est incompatible avec la Déclaration Universelle des Droits de l'homme du 10 décembre 1948.

Dans cet ordre d'idées, une centaine de victimes de Choléra accompagnées d'autres militants du Mouvement de Liberté d'Ega-



Une centaine de victimes de Choléra accompagnées d'autres militants du MOLEGHAF devant la base principale des Nations Unies à Port-au-Prince pour réclamer justice et dédommagement pour toutes les victimes de la Minustah

lité pour la Fraternité des Haïtiens (MOLEGHAF) ont organisé un sit-in devant la base principale des Nations Unies à Port-au-Prince pour réclamer justice et dédommagement pour toutes les victimes de la barbarie de la Minustah. Pancartes en mains, les manifestants ont dénoncé la violation du droit à la santé du peuple haïtien par les soldats des Nations Unies, contrairement à l'article 25 de la DUDH qui stipule : « 1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. »

Au niveau national, des organisations féminines, des droits humains, des victimes du séisme, des étudiants ont gagné les rues pour réclamer des autorités nationales le respect de leurs droits conformément aux prescrits de la DUDH. Devant le ministère de la justice, ils

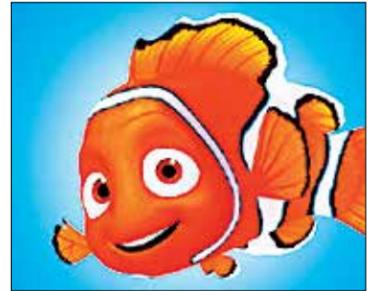
étaient plusieurs dizaines de représentants des droits humains pour exiger que justice soit rendue à Marie Danielle Bernadin qui aurait été victime de violence et de viol de la part de Josué Pierre-Louis, l'actuel président du Conseil Electoral contesté de 6 membres mis en place uniquement par le président Michel Martelly.

Tandis que des centaines de sinistrés du 12 janvier 2010, des Camps de déplacés internes de la capitale sont descendus dans les rues pour réclamer le respect du droit à un logement décent. Ils ont parcouru plusieurs rues de la capitale. Arrivés devant l'ambassade de France en Haïti, à la rue Capois, ils ont demandé à l'ambassadeur Didier Le Bret de ne pas s'immiscer dans les affaires internes d'Haïti et de laisser le peuple haïtien prendre sa destinée en main, régler ses affaires avec les autorités du pays. Munis de pancartes et de branches d'arbres, les manifestants ont dénoncé également les responsables des ONG, particulièrement ceux de l'Organisation Internationale de la Migration (IOM) qui font leur beurre sur les dos des victimes du 12 janvier. Les protestataires sont venus particulièrement des centres d'hébergement de l'ICAR, à Lalue où il y a plus de 500 familles, de Fortinat Guéry, à Portail Léogâne où il y a plus que des dizaines de familles, du camp Pelé au bicentenaire où il y a des centaines de familles.

Dans leur déclaration à la presse, ils ont clairement fait savoir que les ONG ont volé de l'argent disponible pour la construction des maisons pour les sinistrés. « Alors que maintenant, nous revendiquons nos droits les plus élémentaires, le gouvernement nous a envoyés la police pour nous tirer dessus. La police nous a bombardés de gaz lacrymogène, nos enfants ne peuvent respirer et 3 d'entre nous sont blessés par balles et ont été se faire soigner à l'hôpital », a déploré l'une des victimes du Camp Pelé. Ils ont également critiqué l'ex-président des Etats-Unis, Bill Clinton qui a promis monts et merveilles au peuple haïtien, sans avoir rien réalisé effectivement : « Clinton te vin la a, yo tout vin la a, yo fin fe lajan yo, yo ale, yo leve tank yo, yo ale san yo pa regle anyen. »

Michel Martelly : une diplomatie en quête de résultats !

Par Jacques NESI



Dans cet univers particulier que sont les relations internationales, Martelly jouerait le rôle de Nemo, ce personnage fascinant et combatif de Walt Disney

C'est une constante en science politique qui s'impose tant dans les démocraties enracinées que dans les démocraties fragilisées, c'est que l'action politique exige des retombées concrètes. Elles sont autant utiles aux gouvernants qu'aux citoyens : pour les premiers, il s'agit de tirer satisfaction des efforts accomplis et de montrer qu'ils sont différents de leurs prédécesseurs, qu'ils sont les plus efficaces, donc capables de capitaliser les comportements opportunistes. Pour les seconds, (les citoyens) le bilan de l'action politique est attendu, recherché, apprécié, comparé, confronté, discuté, examiné tous les jours. Pour l'analyste qui observe le comportement politique de Michel Martelly, la multiplication de ses déplacements diplomatiques, il est en droit de s'interroger sur les plus-values directes pour Haïti de ces nom-

Martelly se jette dans cet aquarium gigantesque animé de requins, de prédateurs qui n'en font qu'une bouchée de lui. Dans cet univers particulier que sont les relations internationales, Martelly jouerait le rôle de Nemo, ce personnage fascinant et combatif de Walt



De quoi Martelly et sa femme Sophia parlent-ils avec les dirigeants Japonais ?

breux et coûteux déplacements. Si Martelly a pu se comporter jusqu'à présent comme un reptile qui sait esquiver les chausse-trappes de sa double nationalité douteuse, de ses implications dans l'arrestation d'un parlementaire, de sa gestion opaque des fonds de Petro caribe, des fonds prélevés sur la diaspora, de la gestion des fonds publics confiée à son épouse, des pratiques néo-patrimoniales du pouvoir, de sa connivence réelle ou douteuse avec le présumé criminel Clifford Brandt, aucune de ces déconvenues n'a réussi à faire chuter Martelly.

Il s'est fait par ainsi, l'acrobate, le danseur de cordes, cet éléphant funambule, l'homme qui traverse presque la moitié de son mandat, en fixant son échéance, pour ne pas tomber, en tenant le poteau américain, cherchant la corde européenne et latino-américaine. Mais ces tours de prestidigitacion du président-chanteur-magicien ont leurs limites. Son premier ministre lui-même a indiqué qu'un ministre ne peut oeuvrer aussi longtemps qu'il le croit sans donner des résultats. Alors, c'est qu'à cette aune, Michel Martelly doit être mesuré. Martelly lui aussi est un homme de résultats. C'est de cette manière que durant sa campagne électorale, il tançait, sermonnait les hommes politiques qu'il humilia par leur inefficacité.

Martelly ne peut fuir la sentence de l'opinion, et ce serait juste pour dissuader tous ceux qui s'autoproclament populaires, martelant des poncifs, une fois parvenus à faire tourner la tête à quelques jeunes désœuvrés ; ce serait juste de rendre hommage à ceux qui ont investi la politique, non par la jouissance qu'elle procure, mais par leur passion de se mettre au service du bien commun. Et c'est là, la principale faiblesse de Martelly : Associer des résultats concrets à sa diplomatie.

Disney. Martelly tente dès son arrivée au pouvoir de rechercher à travers la diplomatie l'espérance qu'il a su insuffler aux catégories les plus pauvres, lors de sa campagne électorale. Sans pouvoir définir une politique économique cohérente, avec les choix clairement identifiés, on peut comprendre qu'il s'appuie sur deux socles : l'investissement des acteurs économiques issus de l'extérieur, et la promotion du tourisme. Ces deux thématiques sont présentes, mais à défaut d'être travaillées, expliquées, pour rechercher l'adhésion, sont au coeur de l'action diplomatique de Martelly. Comme Moïse habité par son rêve de convertir les mécréants, Martelly ne se lasse pas de parcourir toutes les principales capitales, cherchant, dit-il, l'investisseur à convaincre. Au nom de ce qu'il appelle « la diplomatie d'affaires », Martelly, même

S'il s'est fait entourer des hommes de sa tribu, il reproduit l'exemple des dirigeants des démocraties occidentales qui conjuguent diplomatie et économie. L'ancien président français Jacques Chirac, dans ses déplacements, entouré d'importantes délégations, d'industriels et d'hommes d'affaires, avait déclaré que : « quand je vais à l'étranger, je n'ai aucun complexe. J'y vais pour vendre les produits français. » D'ailleurs, les fonctionnaires au ministère des Affaires Etrangères, en 2008, réunissaient l'expertise nécessaire autour de la « mission Entreprise. » De la même manière, les pays européens adoptent la même politique qui figure dans le Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France. L'analyste retient que Martelly est l'un des dirigeants, après René Préval, qui comprennent les enjeux de la création des richesses, comme réponse alternative à l'assistance, à l'aide, jugées contre-productives, comme Martelly l'a

Suite à la page (16)



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

• Vitamins
• Herbs
• Supplements

ALL NATURAL

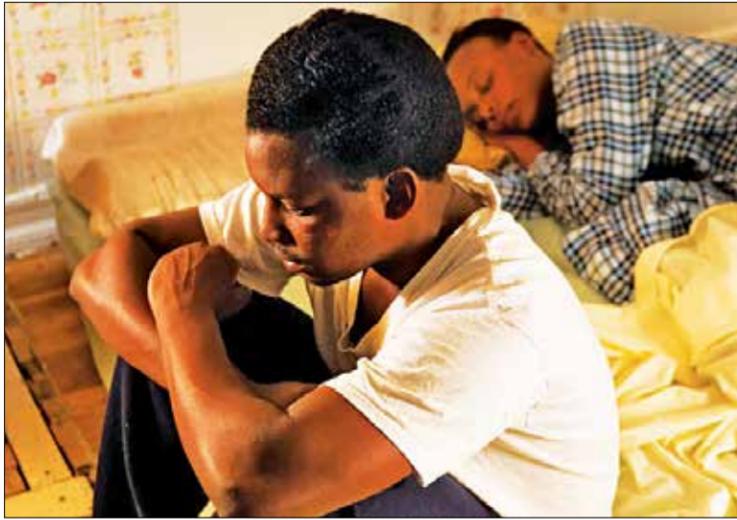
1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: 855 421-6030
Local: 718 421-6030

www.PotentialVegetal.com

Wòch nan Soley:

The Complicated Business of Exorcising Haiti's Demons



Taxi driver Ronald (left) brings his wife Vita (right) to join him in Brooklyn, but he discovers that she is deeply wounded by a dark secret

Tender is the word that comes to mind after watching Patricia Benoit's extraordinary new film "Wòch nan Soley" (Stones in the Sun), despite its wrenching scenes and disturbing themes.

This beautifully constructed and shot film examines the political violence that has accompanied Haiti's emergence from the Duvalier dictatorship 25 years ago and how it bleeds into the life of Haiti's diaspora in places like New York City, where the film is principally set sometime in the late 1980s or early 1990s.

Vita, played with melancholy intensity by Patricia Rhinvil, arrives from Haiti to rejoin her taxi-driving political exile husband Ronald (James Noel) in New York, but she harbors a dark secret. So does Brooklyn-based crusading democracy activist and radio journalist Gerald Akao (Thierry Saintine), whose father, former Duvalierist colonel Maximus Mesir (Carlo Mitton), also arrives on his doorstep.

Meanwhile, politically engaged professor Yannick Vaneau (Edwidge Danticat) arrives from Haiti at the upscale home of her acculturated real-estate broker sister Shelley (Michèle Voltaire Marcelin) in an upscale Long Island suburb.

These six principal characters, with a host of supporting actors, provide pitch-perfect portraits of the different classes and walks of Haitian-American life as they cross paths and drive the intricate plot toward a dramatic climax.

Cinematographer Eric Lin's uses sunlight masterfully to illuminate the turmoil churning behind the often brooding actors' faces. Enis Rothoff's original score of violins and cellos is sad and haunting, contrasting well with the rhythmic Haitian *konpa* and *angaje* music which usually percolates up behind the scenes.

But it is above all Haitian writer and director Patricia Benoit's sensitive treatment of the actors, and their great performances, which lends the film its quiet power. One can almost feel Benoit caressing her actors, many of whom, like writers Danticat and Marcelin, are no strangers to Haiti's political struggles and evoke its realities convincingly.

"Wòch nan Soley" must inevitably be compared to Haitian

director Raoul Peck's premiere feature film "Haitian Corner," which was filmed in the same Brooklyn neighborhoods and treated many of the same themes 25 years ago. But Benoit's film towers over Peck's, not only in its art and execution, but in the nuanced sophistication of its political message. Whereas Peck's film concluded with a melodramatic and cliché reconciliation between the former regime henchman and one of his victims, Benoit's film takes a far less facile and far more courageous tack. She manages to capture the starkness of the battlelines in Haiti's political struggle, but their muddiness as well.

Benoit's attention to detail will also delight Haitian audiences. In every carefully considered frame, one notes the cultural hieroglyphics of Haitian-Americans: the designer sunglasses of Shelley, who hides her jewelry when visiting Brooklyn; the clueless arrogance of the sharply dressed Maximus, as he accuses in Kreyòl uncomprehending Brooklyn bank employees of stealing his money; or Ronald joyfully introducing Vita to indoor running water in the bathroom sink of the sheet-divided apartment he shares with a co-tenant who worries about their eviction.

Benoit's touch is light and minimalist. There are none of the hammed-up monologues and dialogues nor clumsy framing that are the hallmarks of much of Haiti's mostly amateurish cinema. The director doesn't belabor the amusing observations and ironies she sprinkles through the scenes. At one point, Ronald and Vita eat baloney sandwiches on white bread in the back seat of his Gypsy cab, where she rides most days. "This is what you always eat?" she asks. "Yes, it's white people's food," he says. "You'll die," she replies, almost to herself.

The flashbacks to Haiti, shot with the collaboration of Haiti's Jacmel-based film school, the Ciné Institute, are also beautifully done, capturing the light and sounds of Haiti, which contrast so sharply with the elevated trains and car alarms of Brooklyn. Also, Gerald's blond and blue-eyed pregnant wife Jenny (Nara B.K.) provides a wonderful foil as an ingénue North American quite unaware of the turmoil her husband is caught up in.

The "Jewish Astor Case":

How Haitian Nurses Were Shafted While an Accountant, a Nursing Agency, and Lawyers Made Off with Millions, According to Some

by Kim Ives

Marie Gaston had it good. In the summer of 2008, the nurse's aide was making on average over \$6,000 a month taking care of Marcelle Halpern, a wealthy, mostly bed-ridden, 93-year-old French widow living out her final days in a fancy midtown Manhattan apartment.

Marie spent her sometimes 62 to 74 hour work week cleaning and feeding Marcelle. They told each other stories and sang songs in French as Marie did Marcelle's hair, nails, or helped a nurse administer her many medications. The two had become very close over the past three and a half years, during which time Marie had never taken a vacation. Of the many nurses that tended to Marcelle, the pretty Marie had become her favorite.

But Marie's dream job – taking care of someone she genuinely cared about while being fairly remunerated – was about to come to an abrupt end. The fortune of several million dollars that the ailing Marcelle Halpern sat on was drawing a growing shiver of sharks – an accountant and several lawyers – who were in an escalating guardianship war with Matteo Halpern Bojanovich, Marcelle's step-son. Haitian nurses like Marie, and several others she helped shepherd to the job, became pawns, and casualties, in this war.

The ins and outs of that war – one where the sharks sought a piece of Marcelle's estate – are too Byzantine and murky to go into in depth in this story: accusations, counter-accusations, hearings, depositions, settlements, staff changes, etc. But, essentially, the lawyers and the accountant angled to keep Matteo at out of Marcelle's affairs and used nurses like Marie as spies and enforcers.

Matteo had spent much of his 70 years living in Europe. But as the health of his father, Ukrainian-born doctor Mark Halpern, and Marcelle deteriorated, he returned to New York in 2002 to help with their care and to successfully help them resolve two major legal problems they'd had.

In February 2008, Dr. Halpern died, and several court-appointed attorneys became Marcelle's guardians over the next two and a half years. All the lawyers became allies of an accountant, Richard Kaufman, who acted as the Halpern family bursar and thereby controlled Marcelle's life and affairs. Along with the different court-appointed guardians, Kaufman sought to limit Matteo's access to Marcelle's house and bedside, because as, Arthur Greig, another court-appointed counsel for Marcelle, wrote in an Aug. 17, 2010 attorney's affirmation, the stepson "has

Above all, "Wòch nan Soley" dramatizes the personal struggles of Haiti's political activists, like Yannick, Ronald, and, above all, Gerald Akao, with whom the film begins and ends. His opening words, "wòch nan dlo pa konnen soufrans wòch nan soley" (stones in the water don't know the suffering of stones in the sun) were a refrain of former President Jean-Bertrand



Kim Ives/Haiti Liberté

In her opinion, Marie Gaston was unjustly fired from her job caring for an old woman who loved her. She wanted to fight the dismissal but didn't have the money.

a financial interest in the early demise of Ms. Halpern." Matteo, of course, bristles at the charge.

Kaufman cultivated a warm relationship with Marie to conscript her in the effort to keep tabs on Matteo. "Richard [Kaufman] was always so nice to me," Marie explained to *Haiti Liberté*. "He paid me extra money on the side and gave me a generous Christmas bonus every year."

In return, Marie was completely loyal to Kaufman, reporting on what Matteo did in the house and who he brought. "Once, Matteo came with three men in suits," Marie said. "I told Richard right away, and he was very alarmed. He told me to keep them away from Marcelle." It turned out, the men were lawyers.

However, Kaufman met resistance when he asked Marie to accuse Matteo of things she hadn't witnessed, like tampering with Marcelle's medications. A devout born-again Christian, Marie refused. "No matter what, I will not say something about what I did not see or did not hear," Marie solemnly stated, placing her hand over her heart. "I cannot tell a lie. I only say the truth, because there is someone higher looking over my shoulder: the Lord God."

Even before she became uncooperative with Kaufman, Marie was on shakier ground than she knew. She had gotten the job in 2005 through the Yale Nursing Agency, run by a Trinidadian, Jerome Kelly. Coworkers told her that, to keep her job, she had to pay a cash kickback of a couple of hundred dollars a month to Kelly.

"It is my opinion that Jerome Kelly... is not a man of integrity," Marie wrote in a Mar. 5, 2009 letter to Marcelle's court-appointed guardian Christelle Clement. "Since I have been employed by the agency, I was advised through the 'grapevine' to pay \$250 to

Aristide when he was a rabble-rousing parish priest in Haiti's slums in the late 1980s before leading Haiti's masses to political power in 1990 and 2000. Both of his governments were overthrown by U.S.-backed coups. "Coup d'état after coup d'état 'made in USA' hasn't killed us," Akao declares on his radio, meaning the movement for democracy and justice. "Wòch nan soley"



Marcelle Halpern, a French woman living out her final days in New York, reportedly disliked the accountant who ran her affairs but was unaware of many of his alleged machinations

\$300 per month in the form of money orders or cash. I learned that the money orders were to be left blank and mailed to Post Office Box 969, New York, New York 10001."

For months, Marie gave Kelly money orders and sometimes cash as well, but she naively never documented her payments. However, a registered nurse, Evelyne Wilson, also told *Haiti Liberté* about the kickbacks nurses had to pay to Kelly, and even kept a copy of an Apr. 30, 2008 check for one monthly payment for \$160 that Kelly had accepted from her.

Wilson also signed a Jun. 21, 2010 affidavit stating that she had to "pay kickbacks of at least \$100 per month to Mr. Kelly in order for me to keep my job."

After a year of paying Kelly's kickback, in 2006 Marie decided to stop. At that point, the Trinidadian set about trying to get her fired, but it was hard to do so because the Halperns would have hired her directly, as Matteo told Kelly.

"In April 2008, Mr. Kelly asked me to report Marie Gaston for 'abuse of Marcelle,'" Wilson stated in her 2010 affidavit. "I informed him that I would if I saw this occurring. However, since I never saw Marie abusing Marcelle, I could not and did not report this 'abuse.'"

Perhaps because she found no abuse, on Aug. 31, 2008, Wilson was replaced first by one RN, Anne Marie Gaffney, who allowed Matteo to speak to Marcelle's doctor, and then immediately another, Pamela Reid. While Kaufman was away on a three-week vacation, Reid also allowed Matteo to speak with Marcelle's doctors, alarming Kaufman when he learned of the lapse on his return. Kaufman and

Suite à la page (16)

also helps to keep this still-churning movement alive, through its moving message and its touching portrayal of Haiti's people and their struggle.

"Wòch nan Soley," which premiered in April 2012 at the Tribeca Film Festival in New York, is in English as well as Kreyòl and French with English subtitles. It was shown last week in Jacmel.

PROPOSITION DU CANDIDAT DE LA PATRIE, POUR LA GESTION BOLIVARIENNE SOCIALISTE 2013-2019

1ÈRE PARTIE

Par le Commandant Hugo Chavez

Présentation

Une fois de plus, les circonstances me mettent devant le peuple pour lui exprimer l'engagement décidé et renouvelé envers la défense de l'Indépendance Nationale. C'est le moment, plus que jamais, de donner un visage et un sens à la Patrie Socialiste pour laquelle nous luttons. Ce Programme de Gouvernement pour la période 2013-2019 répond à la réalisation des suprêmes objectifs :

Indépendance et Patrie Socialiste !!!

I

Comme disait notre Libérateur en 1820 : Notre résolution d'indépendance ou rien est inébranlable. L'indépendance définitive ou rien doit être la devise des boliviens et bolivariennes d'aujourd'hui. L'indépendance définitive est notre cause et notre tâche permanente.

L'indépendance comprise depuis le maintenant, depuis l'ici, nous oblige à voir jusqu'au passé pour trouver la bonne direction vers l'avenir. C'est pour cela qu'à la thèse réactionnaire de l'Empire et de la bourgeoisie apatride contre la Patrie, nous, nous opposons la thèse combative, créative et libératrice de l'indépendance et le socialisme comme projet ouvert et construction dialectique : l'indépendance n'est pas atteinte mais nous la forçons dans notre lutte quotidienne et permanente.

Nous devons réaliser pleinement le rêve de liberté qui n'a jamais cessé de battre dans le cœur de la Patrie et qui, aujourd'hui, bat sans arrêt. Je crois qu'il en est ainsi, avec la foi au combat et la raison pleine d'amour qui me poussent en avant. Notre héritage héroïque nous y oblige ainsi que notre drapeau et notre engagement. Depuis le moment où nous avons commencé à vivre, il faut tenir nos engagements à tant de sacrifices qui ne peuvent être faits en vain, en faire la chair et le sang de la vie nouvelle doit continuer à être l'horizon qui nous appelle et nous défie.

II

Ceci est un programme de transition vers le socialisme et de radicalisation de la démocratie participative et essentielle. Nous partons du principe qu'accélérer la transition passe nécessairement par, pardonner la redondance, accélérer le processus de restitution du pouvoir au peuple. L'exercice effectif et plein du pouvoir populaire essentiel est la condition indispensable pour réaliser le socialisme bolivarien du XXI^e siècle. Pour cela, il est la base fondamentale et la pierre d'angle du Projet National Simon Bolívar. Premier

Plan Socialiste du Développement Economique et Social de la Nation 2007-2013 : Notre feuille de route, dans ce cycle qui se termine, met en avant son rôle stratégique qui, dans le prochain cycle, doit être accentué encore davantage.

Ne nous y trompons pas : la formation socio-économique qui prévaut encore au

Venezuela est de caractère capitaliste et rentier. Certainement, le socialisme a à peine commencé à imposer son propre dynamisme interne parmi nous. Ceci est un programme fait pour le fortifier et l'approfondir, dirigé vers une suppression radicale de la logique capitaliste qui doit s'accomplir pas à pas mais sans ralentir le rythme de progression vers le socialisme.

Pour avancer vers le socialisme, nous avons besoin d'un pouvoir populaire capable de briser les trames de l'oppression, de l'exploitation et de la domination qui subsistent dans la société vénézuélienne, capable de mettre sur pied un nouveau socialisme de la vie quotidienne où la fraternité, la solidarité forment un couple avec l'urgence permanente de nouvelles façons de produire et de planifier la vie matérielle de notre peuple. Ainsi, il faut pulvériser complètement l'Etat bourgeois dont nous héri-



Le président Vénézuélien le Commandant Hugo Chavez Frias

tons, celui qui se reproduit encore à travers ses anciennes et néfastes pratiques, et continuer à inventer de nouvelles formes de gestion politique.

Dans quel contexte nord-américain et mondial mettrons-nous en place un modèle alternatif socialiste ? Il est clair que Notre Amérique vit un changement d'époque qu'elle a mis sur pied, et il est juste de le reconnaître, avec l'arrivée au pouvoir de la Révolution bolivarienne : un changement d'époque qui se caractérise par un vrai changement des relations du pouvoir avec les masses. Il est clair aussi, que le système capitaliste mondial traverse une crise structurelle qui peut le mener à sa fin : une crise qui, par son ampleur catastrophique, nous oblige politiquement, comme dirait Martí, à analyser et prévoir ce qui va arriver chaque jour comme nous l'avons fait, pour minimiser ses impacts sur le

Venezuela. Mais il existe un signal encourageant que je veux mettre en évidence : un système international multipolaire a commencé de jeter ses bases pour s'orienter vers ce grand principe que Bolívar avait appelé l'équilibre de l'univers.

III

En présentant ce programme, je suis convaincu qu'avec la seule participation active du peuple, avec un large débat des bases populaires, nous pourrions le perfectionner, mettant ainsi en oeuvre toute sa puissance créatrice et libératrice. Ceci est un programme qui veut dépasser « le point de non-retour » pour mieux dire, avec Antoine Gramsci, le vieux doit finir de mourir définitivement pour que la naissance du nouveau se manifeste dans toute sa plénitude. La cohérence de ce Programme de Gouvernement répond à une ligne de force décisive : nous sommes obligés de passer le point de non-retour, pour rendre irréversible le passage vers le socialisme. Evidemment, il est difficile de préciser quand un horizon si grandiose sera en vue mais nous devons déployer de grands efforts et bien les diriger, pour sa venue, comme dirait Bolívar.

Nous refonder, comme le dit notre Grande Charte, est une nécessité qui n'admet aucun retard car sans ce fondement vital, nous perdrons l'occasion de conclure le geste historique et populaire qui nous précède et dont nous nous sentons moralement responsables. La consolidation de la Cinquième République Bolivarienne et Socialiste est la plus belle et lumineuse justification de plus de deux siècles de lutte et de sacrifices. Notre passé, tout notre passé, est vivant et nous enseigne que nous avons été et que nous continuons d'être la conséquence des adversités ; mais aussi nous indique que grâce à lui, nous avons pu apercevoir collectivement ce qui ne peut être ajourné et que reflète ce Programme de Gouvernement : avoir une Patrie définitivement, avoir une Patrie indépendante et souveraine pour nos fils et nos filles et les fils de nos fils et de nos filles ; la patrie perpétuelle et heureuse dans laquelle nous avons toujours voulu vivre ; la Patrie

Bolivarienne et Socialiste qui, par un ordre inexorable du destin, va triompher le 7 octobre 2012 prochain dans la bataille de Carabobo du XXI^e siècle. L'Ecclésiaste le dit : « *Tout ce qui doit arriver sous le soleil a son heure.* »

Construire cette Patrie pour que toi, compatriote, homme, femme, mère, père, jeune, fille, garçon, vénézuélien et vénézuélienne, tu puisses bien vivre dans



Ce programme, avec la seule participation active du peuple, avec un large débat des bases populaires, nous pourrions le perfectionner, mettant ainsi en oeuvre toute sa puissance créatrice et libératrice



En 2004, la Révolution Bolivarienne a proclamé son caractère anti-impérialiste et, en 2006, elle s'est définie comme socialiste



La Patrie, le Socialisme ou la mort !

la justice et la dignité et ce qui conduit ma lutte, est une des principales raisons que j'ai de vivre avec mes êtres les plus chers, mon fils, mes filles, mes parents. Je vous propose de continuer à lutter, comme disait notre chanteur Ali Primera « pour l'aube d'un monde nouveau » d'une Patrie Indépendante et Socialiste où nous puissions vivre, inspirés par les plus hautes valeurs de l'humanisme. C'est à cela que moi, ton soldat, mon peuple bien-aimé, je mets tout mon cœur vénézuélien.

A Caracas, berceau du Libérateur Simon Bolívar, 1^{er} juin 2012, Hugo Chavez Frias Indépendance et Patrie Socialiste !!! Nous vivrons et nous vaincrons !!!

Introduction

Le document que nous présentons aujourd'hui devant le Pouvoir électoral mais spécialement à l'attention du peuple vénézuélien laborieux et héroïque et à

sa jeunesse combative, est une proposition de programme électoral qui continue et approfondit quelques-unes des lignes stratégiques déjà contenues dans le Premier Plan Socialiste de la Nation Simon Bolívar et qui sont en plein développement et en pleine exécution. Nous devons signaler que le Second Plan Socialiste pour la période 2013-2019 est déjà en cours d'exécution. Et c'est l'actualisation du plan stratégique qui devra nous guider sur la route de la transition vers le socialisme bolivarien du XXI^e siècle. Il comprend cinq grands objectifs historiques, à savoir :

I – Défendre, étendre et consolider le bien le plus précieux que nous ayons reconquis depuis 200 ans, l'Indépendance Nationale.

II – Continuer à construire le socialisme bolivarien du XXI^e siècle au Venezuela comme alternative au système destructeur et sauvage du capitalisme et ainsi, assurer la « plus grande sécurité sociale possible, la plus grande stabilité

politique et le plus grand bonheur » pour notre peuple.

III – Transformer le Venezuela en une puissance du point de vue social, économique et politique, à l'intérieur de la Grande Puissance Naissante de l'Amérique Latine et des Caraïbes qui garantisse la création d'une zone de paix dans Notre Amérique.

IV – Contribuer au développement d'une nouvelle Géopolitique Internationale dans laquelle prenne corps un monde multipolaire à plusieurs centres qui permette d'atteindre l'équilibre de l'Univers et de garantir la Paix planétaire.

V – Préserver la vie sur la planète et sauver l'espèce humaine. Le premier de ces objectifs, en rapport avec la consolidation de notre Indépendance, se rapporte à l'ensemble des objectifs nationaux et stratégiques du point de vue politique, économique, social et culturel principalement dont la réussite nous permettra d'asseoir les bases irréversibles de la souveraineté nationale. Il montre la nécessité de garantir la continuité du processus révolutionnaire, ce qui implique d'obtenir la victoire populaire la plus écrasante dans les élections présidentielles du 7 octobre 2012. Pour cela, l'unité des travailleurs et des travailleuses, des petits et moyens producteurs et productrices de la campagne et de la ville, ainsi que des autres secteurs sociaux populaires, est une condition indispensable. Ainsi, nous projetons de préserver la souveraineté sur nos ressources pétrolières en particulier et naturelles en général. Ce qui précède, à son tour, devra se traduire par un renforcement de notre capacité à gérer souverainement les ressources nationales. Obtenir l'autosuffisance alimentaire en améliorant notre potentiel agro-productif, sera un des autres objectifs stratégiques. Le complet développement de nos capacités scientifico-techniques est d'importance vitale pour la réussite de ce premier grand objectif. On obtiendra en créant les conditions pour le développement d'un modèle novateur transformé et dynamique, orienté vers l'utilisation des potentialités et des capacités nationales, de même que la nécessité de fortifier l'identité nationale et notraméricaine en partant du principe bolivarien que « la Patrie, c'est l'Amérique ». En dernier lieu, est inclus dans ce premier grand objectif le renforcement du pouvoir défensif national en consolidant l'unité civique militaire et en augmentant le pouvoir opérationnel de la Force Armée Nationale Bolivarienne pour la défense totale de la Patrie.

En ce qui concerne le second grand objectif historique, il consiste à construire notre socialisme pour atteindre le plus grand bonheur social du peuple, ceci en premier lieu passe par l'accélération du changement du système économique, dépassant le modèle rentier-pétrolier-capitaliste pour aller vers un modèle économique-productif-socialiste, ouvrant la voie vers une société plus égalitaire et juste en route vers le socialisme, soutenu par le rôle de l'Etat Social-Démocratique-de Droit et de Justice, dans le but de continuer à avancer vers la pleine satisfaction des besoins de base pour la vie de notre peuple : alimentation, eau, électricité, logement, transports publics, santé, éducation, sécurité publique, accès à la culture, communication libre, sciences et technologies, sport, sains loisirs, travail digne, libéré et libérateur. Ce qui précède est en rapport avec la promotion nécessaire d'une nouvelle hégémonie éthique, morale et spirituelle qui nous permette de dominer les vices qui n'en finissent pas de mourir, du vieux modèle de société capitaliste. De ce point de vue, mérite une mention spéciale le désir nettement exprimé de continuer à progresser dans le développement d'un modèle de sécurité publique pour la protection de la vie humaine et de s'engager dans une révolution définitive du système de justice pour en finir avec l'impunité ;

Suite à la page (15)



Keeping you healthy.
Keeping you home.

AETNA BETTER HEALTH®

With more than 20 years' experience managing long term care, our plan understands how to help patients with their special health care needs.

Live where you want and get the quality care you deserve.

Visit www.aetnabetterhealth.com/ny/
or call **1-855-456-9126**.



©2012 Aetna Inc.

Mexique : « Peña Nieto n'est pas notre président ! »

Par Jean-Pierre Petit-Gras

Le 1er décembre, jour de l'investiture de Enrique Peña Nieto, la ville de Mexico a été le théâtre d'importantes manifestations. L'indignation soulevée par les circonstances plus que douteuses de l'élection du 1er juillet dernier, et par la personnalité du nouveau mandataire, est en effet grande dans un pays qui traverse une grave crise politique et sociale. La répression déployée par les autorités fédérales, mais aussi par la municipalité de la capitale, dirigée par le « socialiste » Marcelo Ebrard (1), a été impitoyable, frappant sans discrimination passants et manifestants. 69 personnes sont toujours emprisonnées. La plupart ont été sauvagement frappées par les policiers. Deux d'entre elles sont dans un état grave, touchées à la tête par des grenades lacrymogènes lancées à tir tendu.

Sorti vainqueur de l'élection présidentielle, Enrique Peña Nieto vient donc d'être officiellement intronisé comme le 19ème président (depuis la fin de la Révolution de 1910-1920) constitutionnel des États-Unis Mexicains. Une élection facile, dans un pays où la population était extrêmement lassée par 6 ans d'une guerre meurtrière, prétendument destinée à éradiquer le narcotrafic. Un conflit qui a laissé dans son sillage sanglant plus de 85 000 morts, des dizaines de milliers de blessés, et au moins 250 000 déplacés (2).

Beaucoup de Mexicains savent qu'avec ce déchaînement de violence, le prédécesseur de Peña Nieto, Felipe Calderón, visait trois objectifs. Le premier était, en confiant à l'armée un pouvoir de police exorbitant, lui permettre de se sortir du mauvais pas où l'avait mis une élection entachée de fraudes massives. Pendant plusieurs mois, une foule nombreuse avait en effet investi et paralysé pacifiquement les places, rues et avenues centrales de la capitale et d'autres villes. Il s'agissait de s'opposer à l'investiture de celui qu'elle considérait comme un usurpateur, et de soutenir son rival malheureux, le candidat du PRD, Manuel López Obrador.

Dans un second temps, Calderón et ses ministres ont dévoilé leur véritable stratégie, dans cette « guerre contre la drogue », en soutenant manifestement l'un des groupes mafieux dominants, le « Cartel de Sinaloa », contre son ennemi mortel, le « Cartel del Golfo ». Dirigée par Joaquín « El Chapo » Guzmán Loera (3), la première de ces organisations criminelles n'a cessé d'accroître son emprise sur le pays, où elle contrôle plus de 75% du trafic. Or, et de nombreux journalistes mexicains ont enquêté et écrit sur cette question, des liens étroits semblent avoir bien fonctionné entre Guzmán et le ministre de la police de

Calderón, Genaro García Luna. Au point, par exemple, que sur près de 60 000 arrestations opérées contre des trafiquants, 950 seulement concernaient des membres du cartel dirigé par El Chapo.

Mais la véritable raison de la guerre interne qui ravage le pays est plus profonde. Si l'on observe sur une carte le déploiement des cartels, et que l'on suit la trace des exactions perpétrées aussi bien par les tueurs privés que par les éléments des forces de police et de l'armée, on con-



Enrique Peña Nieto

state que cette violence suit assez précisément la géographie de l'implantation de gigantesques mines à ciel ouvert, de maquiladoras, de complexes touristiques, de barrages hydroélectriques, de cultures agro-industrielles vouées à l'exportation, ou d'immenses champs d'éoliennes... Le Mexique connaît, dans un contexte mondial de crise de l'énergie et de raréfaction des matières premières, une phase sans précédent d'accélération de l'exploration et l'exploitation de l'argent, l'or, l'uranium et autres métaux et « terres rares ». Il n'est évidemment pas le seul pays à subir ce phénomène.

Toute l'Amérique Latine, ainsi que l'Afrique et l'Asie, sont la proie des multinationales canadiennes, états-uniennes, européennes, chinoises, brésiliennes, etc., de ces secteurs. Mais l'une des particularités du pays d'Emiliano Zapata, ce sont les populations rurales de ce pays de 115 millions d'habitants. Des populations qui refusent encore massivement, malgré l'exode rural qui les décime, d'abandonner leurs terres et la vie qu'elles y mènent. Parmi celles-ci, la majorité des communautés « indigènes », 15 millions de personnes au total, ainsi que des ejidatarios, installés sur des terres sur lesquelles fonctionne encore un régime de propriété collective.

Au Chiapas, des centaines de milliers de mayas et zoques zapatistes poursuivent, malgré la sale guerre de « basse intensité » visant à les détruire, la construction de leur autonomie économique, culturelle et politique. Dans l'isthme de Tehuantepec, Ikoots et Binnizá (5) opposent une résistance acharnée à l'implantation sur leurs territoires de l'un des plus grands champs



Manifestation à Mexico, le jour de l'investiture de Enrique Peña Nieto



Le peuple mexicain dénonçant l'imposition de Enrique Peña Nieto comme président

d'éoliennes de la planète. Dans l'état voisin du Guerrero, les paysans indigènes refusent, soutenus notamment par leurs polices communautaires, des méga-projets comme la construction du barrage de La Parota, qui entraînerait le déplacement immédiat de 250.00 personnes, et la ruine de 75.000 autres, ainsi que l'implantation de mines à ciel ouvert.

Au Michoacán, ce sont des projets touristiques et l'accaparement violent des terres communautaires par des propriétaires privés, liés aux narcotrafiquants et protégés par la marine militaire, qui ont fait des dizaines de morts dans le village de Santa María Ostula. Plus haut, sur les plateaux p'urhépecha, la destruction de milliers d'hectares de bois a déclenché la rébellion ouverte de toute la population de Cherán. Depuis bientôt deux ans, les comuneros contrôlent les accès de leur région, et s'autogouvernent selon les anciens us et coutumes.

Un peu plus au nord, dans le Jalisco, les Wixárika (6) ont engagé une lutte héroïque contre la destruction de leur site sacré, Wirikuta, menacé lui aussi par les compagnies minières. Plus haut encore, ce sont les Yaqui du Sonora, et les Rarámuri (7) du Chihuahua, qui luttent pour préserver leur eau, détournée pour alimenter les villes et les zones touristiques, ou pour empêcher qu'une autoroute vienne détruire les lieux

sacrés de la récolte du peyotil... On pourrait également citer, tout près de la capitale, le courage des ejidatarios de San Salvador Atenco, qui sont parvenus à empêcher la construction d'un aéroport sur leurs terres, ou l'opiniâtre résistance des habitants de Milpa Alta, qui défendent depuis 37 ans les 26.000 hectares de leur forêt, menacée par les projets urbanistiques. Dans les villes mêmes, et leurs banlieues, la population fait également preuve d'un étonnant sens de solidarité et d'auto-organisation, devant l'arbitraire et la brutalité criminelle des spéculateurs et des politiciens corrompus. La Commune d'Oaxaca, en 2006, en a fourni un bel exemple (8).

Il faudrait des pages entières pour recenser toutes ces résistances, que la « guerre contre la drogue » a pour mission de tenter d'écraser une fois pour toutes... En introduisant le poison de la drogue, de l'argent et des armes, l'État et les entreprises multinationales cherchent à désorganiser les populations, à les diviser en « acheter » ou en recrutant une minorité en leur sein, à semer le trouble, la terreur et le découragement. La militarisation de zones entières, les déploiements policiers, les harcèlements à l'encontre des populations, sous prétexte de recherche de stupéfiants ou d'armes, vient compléter le travail. Les autres atouts dont disposent les pouvoirs en place sont évidemment nombreux, et la grande presse, notamment les radios commerciales et les télévisions, figurent au premier rang de ces moyens d'intoxication massive. Ce sont eux qui ont par exemple permis l'élection de Peña Nieto.

L'ex-gouverneur de l'État de Mexico, candidat du parti ayant dominé le pays, par la corruption et l'assassinat, pendant 70 ans, responsable direct des assassinats, viols et autres horreurs policières commises à San Salvador Atenco en mai 2006, omniprésent depuis des années dans les salons et sur les magazines de la jet set mexicaine, vient donc de recevoir l'investiture. Or ce sexennat (9) qui débute risque d'être aussi désastreux, voir pire que celui de son prédécesseur. Pourtant, Calderón laissera le souvenir de l'un des hommes politiques les plus ineptes de l'histoire du pays.

Peña Nieto a été élu grâce à la grande presse, grâce au fait qu'une élection de ce type, quel que soit le pays, est toujours pipée. Ne gagne que celui qui a de l'argent, beaucoup d'argent. Celui qui a su évincer, par tous les moyens, ses rivaux au sein même de sa propre formation. Celui qui assure le spectacle, et finit par convaincre à la fois le plus de naïfs et le plus de cyniques. Celui, en définitive, dont le système en place a besoin pour poursuivre sa domination et ses buts, à moyen ou long terme, c'est à dire la soumission du pays

aux impératifs du développement capitaliste et industriel.

Mais, parmi les accessoires destinés à assurer une confortable victoire au candidat du P.R.I., figure également en bonne place, à côté d'un bourrage des urnes à rendre fou de jalousie un aspirant à la présidence de l'UMP français, l'achat à grande échelle des voix des électeurs. L'un des échantillons de cette pratique a été révélé, avec des films montrant la remise en échange de la carte d'électeur, de bons d'achat électroniques dans la chaîne de supermarchés Soriana. Toutefois, au-delà de la persistance dans certains secteurs d'une foi dans la possibilité d'un changement qui viendrait par les urnes (la pratique du PRD, dans les états où il détient le pouvoir, ouvre malgré tout les yeux sur la nature réelle de ce parti, ses responsables et ses militants), une grande partie de la population mexicaine n'est pas dupe. Un mouvement comme celui de « #yo soy 132 », né dans une grande université privée du pays, a compris le danger représenté par Peña Nieto, et s'est lancé dans la rue dans d'homériques manifestations de dénonciation du personnage, de son passé et du caractère à la fois néfaste, frauduleux et manipulateur de la victoire attendue...

Le premier décembre, les affiliés à ce mouvement se sont donc retrouvés dans la rue, devant une chambre des députés transformée en bunker, aux côtés de partisans de López Obrador, mais aussi d'une multitude de manifestants, groupes anarchistes, sympathisants de l'Autre Campagne, etc. Simultanément, des rassemblements dans d'autres lieux, notamment autour de l'Alameda, ont montré la détermination et l'organisation des opposants. Ceux-ci s'en sont pris à des cibles symboliques (banques et commerces de luxe) du pouvoir de l'une des classes les plus arrogantes et violentes qui soient. La répression, nous l'avons vu au début de cet article, a été brutale. Comme à l'accoutumée.

Mais une lecture attentive des dépêches et compte-rendus de cette journée montre qu'en face, dans la rue, les quartiers et les villages du Mexique, l'opposition populaire n'a pas dit son dernier mot. Populariser cette résistance, développer des initiatives communes avec les compañeras et compañeros mexicains peuvent contribuer, en ces temps où chez nous aussi la révolte gronde sourdement, à Notre-Dame des Landes et ailleurs, à remettre sur le tapis la question de la récupération et la défense de nos territoires. Des lieux où nous puissions vivre selon nos valeurs, nous administrer par nous-mêmes et tenter de reconstruire une société désirable.

Notes

1/Rappelons que le PRD et le PRI sont tous deux membres de l'Internationale Socialiste. Comme naguère le parti du dictateur tunisien Ben Ali.

2/Voir le rapport du Norwegian Refugee Council : <http://www.internal-displacement.org...> 3/Evadé en 2001 dans des conditions rocambolesques, El Chapo Guzmán est l'homme le plus recherché par la police internationale. Sa fortune personnelle est estimée par la revue Forbes à plus d'un milliard de dollars.

4/Usines de montage, dans le textile ou l'électronique, où la main d'œuvre, principalement féminine, est surexploitée, taillable et corvéable à merci.

5/ Respectivement appelés Huaves et Zapotèques.

6/ Connus également sous le nom de Huicholes. Voir la vidéo : <http://www.youtube.com/watch?v=cfEm>

7/ Les Rarámuri sont les Tarahumaras qu'Antonin Artaud a rencontrés au cours de la première moitié du XXè. Lire le témoignage de George Lapiere : <http://cspcl.ouvaton.org/article.ph...>

8/ Lire l'excellent ouvrage de George Lapiere, paru aux éditions de la Rue des Cascades. Ainsi que : <http://www.lavoiedujaguar.net/Oaxaca...>

9/ Le mandat du président de la république est d'une durée de 6 ans, non renouvelable.

Bellaciao 6 décembre 2012

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



PAUL J. JOURDAN

ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



Irak : après les feux de la guerre, les cancers !

Par Agnès Stienne

C'est en homme satisfait que l'ancien premier ministre britannique Tony Blair déclarait l'automne 2012 dernier que « les forces britanniques devaient être fières de leur intervention en Irak, lors de l'invasion américaine, car le pays a connu une forte croissance économique depuis que Saddam Hussein a été chassé du pouvoir en 2003 », et se réjouissait d'« une chute de la mortalité infantile ». Ces déclarations enthousiastes ont indigné les médecins irakiens, qui doivent faire face à une progression alarmante des cancers et des malformations congénitales des nouveaux-nés dans les villes bombardées par la coalition internationale.



Plus de la moitié des nouveaux-nés souffrent de malformations congénitales affectant le cœur, le cerveau, la moelle épinière, les poumons et le palais

la composition des munitions et se retrouvent aussi disséminés en quantités significatives dans l'environnement.

Passé l'orage, le cauchemar se prolonge malgré tout pour les civils. Le ciel ne tonne certes plus, les armes se sont tuées, la rue s'anime, on circule et on commerce. La vie reprend, semble-t-il, comme avant. Pas tout à fait, pourtant. Partout le même constat tragique : une hausse alarmante de la mortalité infantile, des leucémies, des cancers, des tumeurs, des malformations congénitales.

La coalition réfute, la science dénonce

En dépit des avertissements successifs lancés par les médecins, aucune étude sérieuse n'a été menée pour déterminer l'origine de ces symptômes. Washington refuse de reconnaître un lien de causalité entre les contaminations militaires et ce très inquiétant problème de santé publique, et semble même déterminé à entraver toute recherche scientifique [2].

En 2009, les médecins de l'hôpital général de Falloujah, effrayés par ce qu'ils constataient au fil des années, adressèrent un courrier commun aux Nations unies pour réclamer des investigations indépendantes : « En septembre 2009, sur 170 nouveaux-nés, 24 % d'entre eux sont morts dans leur première semaine, parmi lesquels 75 % présentaient des malformations importantes. » Des enquêtes partielles seront ensuite menées à Falloujah et à Bassorah quelques mois plus tard et les résultats publiés dans le « Bulletin of environmental contamination and toxicology » de l'université du Michigan [3]. Les auteurs résument leurs observations en une phrase qui veut tout dire : « Le taux de cancers, de leucémies et de mortalité infantile observé à Falloujah est plus élevé qu'il ne le fut à Hiroshima et Nagasaki en 1945. » [4] Il est rappelé que l'exposition aux métaux toxiques (dont les effets morbides sont reconnus) est source de complications sévères pour les femmes enceintes et le développement du fœtus. En conclusion, il est plus que probable que les munitions utilisées pour les bombardements dans ces deux villes soient à l'origine de ces tragédies.

A Falloujah, cinquante-six familles se sont mises à la disposition du personnel hospitalier pendant trois mois pour répondre à un questionnaire type et se soumettre à des examens.

Entre 2004 et 2006, le taux de fausses couches s'élève à 45 % du nombre de grossesses et celui de bébés malformés à 30 % du nombre de naissances. Entre 2007 et 2012, le nombre de fausses couches diminue et tombe à 15 %, tandis que celui de bébés souffrant de malformations augmente sensiblement pour atteindre 54 %. Plus de la moitié des nouveaux-nés souffrent de malformations congénitales affectant le cœur, le cerveau, la moelle épinière, les poumons et le palais.

Petit retour en arrière et gros plan sur la ville

Située à soixante-cinq
Suite à la page (18)

Constats sanitaires alarmants

En 2005, le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dans un rapport intitulé « Assessment of environmental hot spots in Iraq », estimait à plusieurs milliers le nombre de zones contaminées cumulant — à des degrés divers — pollutions industrielles et contaminations militaires. Plus de trois cents « points chauds » — comprendre hautement toxiques — ont été identifiés, parmi lesquels quarante-deux sites concentrant des taux considérables de dioxine et d'uranium appauvri, et dont dix avec des taux très élevés de radioactivité.

On retrouve une forte accumulation de dioxine aux abords des installations industrielles détruites pendant la guerre du Golfe, alors que la stratégie consistait à pilonner systématiquement les sites industriels civils et militaires, pipelines et raffineries. Dans la région de Bassorah, l'une des plus touchées par les bombardements, c'est un véritable désastre sanitaire. « Business is business » : après 2003, la priorité fut donnée à la remise en service des installations pétrolières et gazières. Hélas, les pluies de pétrodollars — louées par M. Blair — n'ont pas encore réussi à lessiver les zones contaminées.

L'uranium appauvri, interdit par certains pays, provient des munitions utilisées par la coalition en 1991 et 2003 [1]. Ce métal lourd a les faveurs de l'industrie de l'armement en raison de son fort pouvoir de pénétration des matériels blindés. Une fois la charge explosée, ce composant chimique se disperse et s'infiltré dans le sol et dans l'eau, occasionnant des pollutions durables dans les rues, les jardins, les champs ou les aires de jeu pour enfants... Il contamine aussi les soldats sans que le commandement ne s'en émeuve. D'autres métaux lourds, comme le plomb et le mercure, entrent dans

Palestine : Opération « plomb impuni »

Par Eduardo Galeano

Cette réflexion d'Eduardo Galeano, écrivain et journaliste uruguayen, est parue le vendredi 16 janvier 2009 dans le quotidien uruguayen Brecha.

Pour se justifier, le terrorisme d'État fabrique des terroristes : il sème la haine et récolte des alibis. Tout indique que la boucherie de Gaza, qui d'après ses auteurs doit mettre fin au terrorisme, ne fera que multiplier les terroristes.

Depuis 1948, les Palestiniens vivent condamnés à l'humiliation perpétuelle. Il leur faut un permis pour respirer. Ils ont perdu leur patrie, leurs terres, leur eau, leur liberté, leur tout. Ils n'ont pas même le droit de choisir leurs autorités. Lorsqu'ils élisent ceux qu'ils ne devraient pas élire, on les punit. Gaza subit actuellement la punition. Elle s'est transformée en une souffrance sans issue, depuis que le Hamas a gagné les élections de 2006. Quelque chose de semblable s'est passé en 1932 lorsque le Parti Communiste triompha au Salvador. Les citoyens du Salvador expièrent dans le sang leur mauvaise conduite et vécurent depuis soumis aux dictatures militaires. La démocratie est un luxe que tout le monde ne mérite pas.

Les fusées artisanales que lancent sans grande précision les militants du Hamas, acculés à Gaza, contre des terres qui furent un jour palestiniennes, sont les enfants de l'impuissance. Et le désespoir, au bord de la folie suicidaire, est la mère des bravades qui nient à Israël le droit d'exister, cris sans aucune efficacité, tandis que la très-efficace guerre d'extermination nie, depuis des années, le droit à l'existence de la Palestine.

Il ne reste bientôt plus rien de la Palestine. Peu à peu, Israël l'efface de la carte.

Les Colons envahissent, et les soldats corrigent la frontière. Les balles sacralisent la dépossession - légitime défense.

Toutes les guerres d'agression se prétendent défensives. Hitler envahit la Pologne pour éviter que la Pologne n'envahisse l'Allemagne. Bush envahit l'Irak pour éviter que l'Irak n'envahisse le monde. Lors de chacune de ses guerres défensives, Israël s'est découpé un nouveau morceau de Palestine, et le festin a suivi. La dévoration est justifiée par les titres de propriété que la Bible lui octroya, par les deux mille ans de souffrance du peuple juif, par la panique générée par les Palestiniens à l'affût.

Israël est le pays qui jamais



Hillary Clinton et Benjamin Netanyahu. Israël est le pays qui jamais n'exécute les recommandations ou les résolutions des Nations Unies, qui lui a offert le droit de nier tous les droits ?

n'exécute les recommandations ou les résolutions des Nations Unies, le pays qui jamais n'observe les sentences des tribunaux internationaux, qui se moque des lois internationales, et c'est également le seul pays dans lequel la torture des prisonniers soit légale.

Qui lui a offert le droit de nier tous les droits ? D'où vient l'impunité qui couvre Israël pendant la tuerie de Gaza ? Le gouvernement espagnol n'aurait jamais pu bombarder impunément le pays basque pour en finir avec l'ETA, l'Angleterre n'aurait pu raser l'Irlande pour liquider l'IRA. La tragédie de l'Holocauste implique-t-elle un éternel contrat d'impunité ? Ou cette lumière verte provient-elle de la Grande Puissance dont Israël représente le plus inconditionnel de tous les vassaux ?

L'armée israélienne, la plus moderne et sophistiquée du monde, sait qui elle tue. Elle ne tue pas par erreur, elle tue par horreur. Les victimes civiles s'appellent « dommages collatéraux », d'après le dictionnaire d'autres grandes guerres impériales. À Gaza, sur dix dommages collatéraux, trois sont des enfants. Et ils sont des milliers, les mutilés, les victimes de la technologie du dépeçage humain, que l'industrie militaire éprouve avec succès au cours de cette opération de nettoyage ethnique.

Et comme toujours, toujours la même chose : à Gaza, cent pour un. Tous les cent Palestiniens tués, un mort israélien.

Des individus dangereux... L'autre face des bombardements est annoncée : celle des médias de manipulation, qui nous invitent à croire qu'une vie israélienne vaut cent vies palestiniennes. Et ces médias nous inviteront peut-être bientôt à croire que

les bombes atomiques israéliennes sont humanitaires et que la destruction d'Hiroshima et Nagasaki fut l'œuvre d'une puissance nucléaire nommée Iran...

La prétendue communauté internationale existe-t-elle ?

Est-ce autre chose qu'un club de marchands, banquiers et guerriers ? Autre chose que le nom artistique des États-Unis quand ils entrent en scène ? Face à la tragédie de Gaza, l'hypocrisie mondiale reluit une fois de plus. Comme toujours, l'indifférence et les discours vides, les déclarations creuses, les déclamations tonitruantes, les postures ambiguës, rendent hommage à la sacro-sainte impunité.

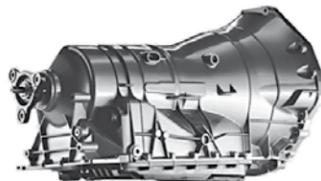
Face à la tragédie de Gaza, les pays arabes se lavent les mains. Comme toujours. Et comme toujours les pays européens se frottent les mains.

La vieille Europe, capable de tant de beautés et de perversions, verse une ou deux larmes, tandis que, secrètement, elle applaudit un coup de maître. Car les agressions sanglantes à l'encontre des Juifs furent de tout temps une spécialité européenne, que paient, depuis un demi-siècle, les Palestiniens ; eux aussi sémites, et qui ne furent jamais, ni ne sont, anti-sémites. Ils paient actuellement, en espèce sonnante et sanglante, une ancienne dette, venue d'ailleurs.

(Cet article est dédié à mes amis Juifs assassinés par les dictatures Latino-Américaines, que soutient Israël)

LGS 4 décembre 2012

DEE'S TRANSMISSION



- Transmissions Rebuilt
- Resealed & Installed
- Shocks • Brakes
- Tune-Ups

2470A Bedford Avenue
Brooklyn, NY 11226

718-693-3674

LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Severe

Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

G & S AUTO SALES



- We Do Finance
- Trade-In
- Same Day Plates

Open Sundays • Closed Saturdays

4914 Tilden Avenue
Brooklyn, NY 11203

Tel: 718.342.0101

Guy Edouard, General Manager

Tel: 718.791.1094

Fax: 718.342.5550

Ernest Delouis: 646.201.0603

Luc Delsius: 646.377.1008

GuyAutoAuc@aol.com

Un hommage authentique



De gauche à droite: Mme Wildor Jasmin, Mme Edner Aura, Alix Labissiere (Don Bosco), Jeannot Paul (Don Bosco), Yves Joseph (Victory), Wildor Jasmin, Adeline Dessources, Père Gerhardt Schoorl, Fontilus Dessources (Don Bosco), Pierre André Dujour, Fritz Chancy (Don Bosco), Franck Gédin (Aigle Noir), Max Kénol, Béliotte Placide (Racing)

Suite au reportage que nous avons publié la semaine dernière dans notre

édition du 5 au 11 décembre, vol 6 # 21, page 16 dans lequel nous avons men-

tionné une délégation de quatorze compatriotes qui s'était rendue en Hollande à l'occasion du 15e anniversaire de la mort du très regretté, le révérend père Jacques Diebels, pour la plus complète édification des membres du Don Bosco Club, des amis et supporters, voici la liste des personnes qui avaient formé cette imposante délégation pour la Fondation Jacques Diebels en Août dernier vers le Royaume des Pays Bas.

Il s'agissait de quelques anciens footballeurs haïtiens tels : Jeannot Paul, Fritz Chancy, Fontilus Dessources et son épouse Adeline, Alix Labissière du Club Don Bosco de Pétiou-Ville ; Wildor Jasmin et son épouse Agenise, Edner Aura et son épouse Judith, des anciens joueurs tels Franck Gédin de l'Aigle Noir, Béliotte Placide du Racing Club Haïtien, Pierre André Dujour, avec pour présentateur et maître de cérémonie Max Kénol.

Par ailleurs, les deux peintres haïtiens qui avaient réalisé le portrait en peinture du défunt sont Patrick Gérald Wah et Frénel Méritas.

Hommage à Sonia Pierre à New York



Laetitia (à gauche) et Manuela Pierre, les filles de Sonia Pierre

Le 6 décembre, une centaine d'Haïtiens, de Dominicains, et d'étrangers étaient réunis à Barnard College à Manhattan pour commémorer la mémoire de la défunte Sonia Pierre, combattante dominicaine d'origine haïtienne qui a fondé le Mouvement des Femmes Dominicano-Haïtiennes (MUDHA) en République Dominicaine.

Elle avait trouvé la mort le 4 décembre 2011 à la suite d'une crise cardiaque. Deux de ses jeunes filles, Manuela et La-



Ninaj Raoul de HWHR parle à l'assistance à Barnard

etitia, ont parlé de leur mère. D'autres personnes également avaient pris la parole : la cinéaste Miriam Neptune, le professeur Monisha Bajaj, et Ninaj Raoul de Haitian Women for Haitian Refugees, une organisation basée à Brooklyn. En plus d'un film de Neptune qui a été projeté, il y a eu beaucoup de questions et commentaires de l'assistance pour le panel. Ce fut une soirée émouvante et militante. de bel hommage à Sonia Pierre.

Déclaration de Port-au-Prince !

Suite de la page (7)

- 6. La construction des alternatives passe par une critique théorique radicale de la mondialisation néolibérale et du néo-développementisme. Elle s'enracine dans la tradition marxiste et doit affronter les thèses développées par des institutions comme la CEPAL, le FM, la BM et l'OMC qui sont des instruments au service des grandes puissances et du Capital transnational. Elle doit dénoncer également les tentatives de replâtrage du système à travers le G20 et de soi-disant nouvelles politiques de régulations de la finance. Elle suppose la construction de nouveaux sujets historiques nourris par le cycle des mobilisations sociales des dernières décennies et par le souffle puissant des expériences alternatives et des combats pour la souveraineté alimentaire et énergétique, la défense de l'agriculture familiale, la réforme agraire, la consolidation des conquêtes féministes, les coopératives socialistes, les expériences communautaires et autogestionnaires, les entreprises récupérées par les travailleurs et travailleuses. Cette construction exige la conception d'une nouvelle matrice productive et énergétique pensée à partir des besoins de la population et d'une critique radicale à la civilisation dominante dans le cadre de la mise en place de nouvelles relations de production, de nouveaux rapports sociaux, d'une nouvelle vision des modèles de consommation et d'une nouvelle articulation entre systèmes productifs et environnement. Elle exige également la construction d'une force politique capable de porter ces combats en étroite relation avec les mouvements sociaux anti-systémiques. L'alternative exige un puissant processus de dé-marchandisation de la vie quotidienne et la mise en place de nouvelles institutions capables de viabiliser une démocratie participative.

- 7. Suite à ces multiples crises récurrentes et les spectaculaires progrès de la résistance populaire aux politiques néolibérales, l'évolution économique régionale - après une longue période de croissance continue, basée essentiellement sur un modèle extractiviste encouragé par les Gouvernements et les entreprises transnationales - est menacée par de sérieux problèmes. Au cours de la période récente l'Amérique Latine est de plus en plus affectée par la crise mondiale et dans plusieurs contextes nationaux par les politiques économiques en vigueur. Il existe des signes alarmants d'une nouvelle offensive du Capital transnational et de ses alliés nationaux qui exigent des ajustements régressifs et antipopulaires avec l'appui des États-Unis qui ont encouragé les coups d'État au Honduras, au Paraguay et les tentatives de déstabilisation en Bolivie, au Venezuela et en Haïti (ajouté et souligné par Haïti Liberté). Les Peuples latino-américains doivent s'opposer à cette offensive par de vigoureuses mobilisations

et grâce à l'élaboration de propositions économiques et sociales alternatives.

- 8. La crise de société en Haïti est le résultat d'un long processus caractérisé par la défaite du projet révolutionnaire de 1804, la mise en place d'un État néocolonial représentant les intérêts des commerçants du bord de mer et structuré autour des intérêts d'une oligarchie résolument antinationale. L'occupation militaire de son territoire en 1915 a transformé le système de domination en rattachant Haïti à une outrageuse dépendance par rapport aux intérêts de l'impérialisme américain qui se matérialise par le contrôle externe du jeu politique et l'utilisation de sa main-d'œuvre par les industries capitalistes de la région dans des rapports de semi-servage. Cette dépendance est renforcée par la mise en application des plans d'ajustement structurel qui, de 1984 à aujourd'hui, ont détruit une grande partie du potentiel productif de l'économie paysanne, renforcé la dépendance du système politique en l'amenant vers les limites d'une tutelle de fait, mis en place d'un capitalisme rachitique doté d'un fort potentiel destructif et exerçant une violence permanente contre les couches populaires surexploitées, exclues et marginalisées. Des transferts massifs de revenus vers les couches dominantes expliquent la situation de paupérisation affectant près de 80% de la population. Le terrible séisme du 12 janvier 2010 en détruisant 120% du PIB a aggravé la crise structurelle et a offert un espace propice pour de nouvelles offensives du Capital transnational tout en accélérant la corruption et les tendances à la gangstérisation de l'économie gangrenée par le trafic de la drogue et les mécanismes de blanchiment dans un contexte dominé par l'approfondissement des réformes néolibérales dissimulées derrière une puissante propagande prétendant que « Haïti est ouverte aux affaires ».

- 9. Depuis 1998, Haïti a repris une active coopération avec Cuba qui, dans le domaine médical, a obtenu des résultats spectaculaires et fait reculer certains indicateurs de pauvreté dans le domaine de la santé. Cette coopération solidaire et fraternelle s'inscrit dans une dynamique totalement différente de ce qui se passe dans le cadre des rapports imposés par les IFIs et les pays impérialistes comme les États-Unis, le Canada et l'Union Européenne. Le Peuple haïtien salue cette coopération et apprécie son renforcement dans le cadre d'une coopération triangulaire Cuba/Haïti/République Bolivarienne du Venezuela.

- 10. Les participants constatent que le programme PetroCaribe et les appuis financiers fournis par le Venezuela ne sont pas utilisés au profit des couches populaires. Une grande partie de ces fonds est récupérée par l'oligarchie traditionnelle et est utilisée pour financer des projets politiques rétrogrades contre les intérêts stratégiques du Peuple haïtien et en accord avec les

objectifs de croissance liées à la pénétration du Capital étranger, renforçant le projet de colonisation du territoire haïtien et de ses ressources par les forces du Capital transnational et dominicain.

- 11. Les participants ont clairement manifesté leurs préoccupations face au modèle de croissance proposé par les forces impérialistes et leurs complices locaux reposant sur un néolibéralisme corseté par une occupation militaire, dominé par une vision extravertie accordant la priorité aux zones franches de réexportation et au pillage des ressources du pays à travers la mise en place de nouvelles exploitations minières, l'accapement des terres travaillées par la paysannerie appauvrie, la mise en place de surfaces importantes destinées à la production des agro-combustibles. Comme ceci s'est vérifié dans de nombreux autres pays, ce modèle ne peut conduire qu'à une reproduction et une intensification des processus de paupérisation et ne fera qu'aggraver la longue crise de l'économie haïtienne enfermée dans une dynamique de régression rapide. Les modèles proposés par les forces dominantes s'opposent à la volonté clairement exprimée par le Peuple haïtien lors de l'adoption de la Constitution de 1987.

- 12. A partir des analyses développées au cours du colloque cette déclaration qui exprime la solidarité et l'engagement de la SEPLA avec la lutte du Peuple haïtien en vue de conquérir à nouveau une complète souveraineté sur son territoire dans le cadre de la construction d'une indépendance économique et politique face aux pouvoirs externes.

A. La SEPLA s'engage à développer de nouveaux partenariats avec les mouvements sociaux haïtiens et toutes les forces organisées qui s'inscrivent dans une dynamique de transformation radicale au bénéfice des couches exploitées et marginalisées.

B. Les entités qui ont organisé ce colloque dénoncent, rejettent et condamnent l'occupation des troupes de la MINUSTAH et demandent aux Peuples et aux Gouvernements latino-américains de changer radicalement leurs rapports avec Haïti en retirant leurs troupes engagées dans les forces onusiennes et en instaurant de façon urgente une nouvelle coopération avec Haïti priorisant la coopération économique, sociale, culturelle, technologique et scientifique dans une logique d'intégration alternative et de complémentarité.

C. Nous saluons et appuyons les divers secteurs des organisations et des mouvements sociaux latino-américains qui se sont toujours mobilisés contre la présence de la MINUSTAH en Haïti dans des pays comme le Brésil, l'Argentine, le Venezuela, l'Uruguay, la Colombie, le Honduras, le Salvador et applaudissent le travail de la Mission de solidarité présidée par Adolfo Perez Esquivel et Nora Cortiñas en avril 2005. La SEPLA

salue la ténacité des mouvements et réseaux comme Jubilé Sud Amériques, Jubilé Sud Brésil, Conlutas, le MST (7) et la Via Campesina qui ont toujours maintenu la question de la lutte contre la MINUSTAH dans leurs priorités et ont réussi à construire des formes actives et fructueuses de solidarité avec le Peuple haïtien.

D. Nous rappelons que le Sénat haïtien a adopté à l'unanimité en octobre 2010 une résolution exigeant le départ des troupes de la MINUSTAH au plus tard le 15 octobre 2012.

E. Nous saluons la mobilisation exemplaire des organisations haïtiennes qui n'ont jamais cessé de dénoncer l'occupation des troupes onusiennes de la MINUSTAH en particulier les nombreuses violations perpétrées contre les droits fondamentaux du Peuple haïtien. Les actions répressives répétées contre les quartiers populaires, les viols et abus sexuels massifs contre les femmes et les enfants, l'occupation des établissements scolaires, l'introduction du choléra, le contrôle de l'espace électoral figurent parmi les crimes les plus révoltants.

F. Nous appuyons les revendications des secteurs organisés de la société haïtienne qui ne cessent de se mobiliser contre l'application des politiques néolibérales et nous saluons avec enthousiasme la mobilisation des enseignants haïtiens (ponctuée par une grande manifestation dans les rues de Port-au-Prince le 13 novembre, deuxième jour du colloque) qui réclament une amélioration de leurs conditions de travail et une politique globale priorisant sérieusement un système d'éducation public, universel et gratuit.

G. Nous demandons aux mouvements sociaux et aux organisations du continent de réaliser une grande journée de mobilisation le 15 octobre 2013 pour la défense de la souveraineté du peuple haïtien et appelons tous les secteurs conscients de l'importance de leur relation avec Haïti de mettre tout en œuvre en vue de réaliser une nouvelle mission de solidarité en Haïti au cours de l'année 2013.

H. Nous sommes indignés par le traitement donné à l'épidémie du choléra introduite en Haïti, selon tous les rapports d'experts, par les troupes onusiennes qui tout en dépensant en moyenne plus de 600 à 700 millions de dollars annuellement n'ont pas mobilisé des fonds significatifs pour sauver plus de vies et éradiquer l'épidémie. Nous nous inclinons respectueusement pour saluer la mémoire des 7626 personnes tuées depuis octobre 2011 par cette épidémie et les 607.000 personnes affectées par cette maladie qui n'existait pas en Haïti. Nous partageons les revendications présentées par de nombreux secteurs en Haïti exigeant justice et réparations pour les familles des victimes et un investissement

immédiat du système des Nations Unies permettant d'assurer un accès adéquat à l'eau potable et aux services d'assainissement pour l'ensemble de la population haïtienne.

I. Nous saluons le lancement d'un programme de maîtrise en études latino-américaines au sein de l'Université d'État d'Haïti et la mise en place de chaires permanentes au sein de plusieurs facultés en vue de matérialiser des espaces concrets d'échanges, de dialogues et de recherches conjointes tout en consolidant les liens établis entre chercheurs latino-américains et les mouvements sociaux haïtiens et continentaux.

Vive l'autodétermination du Peuple haïtien !! Vive la lutte des Peuples pour leur complète émancipation. Vive une intégration alternative des peuples de l'Amérique Latine et de la Caraïbe vers la construction d'une alternative socialiste

Port-au-Prince le 13 novembre 2012

Notes

- [1] SEPLA = Sociedad de Economía Política y de Pensamiento crítico de América latina
- [2] PAPDA = Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif
- [3] AHE = Association Haïtienne des Économistes
- [4] UEH = Université d'État d'Haïti
- [5] CLACSO = Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales
- [6] Cercle d'études en littérature gramscienne
- [7] MST = Mouvement des Paysans sans terre du Brésil

CADTM 1er décembre 2012

EMMANUEL FUNERAL HOME

"An Oasis of Peace"

14300 West Dixie Highway, Miami, FL
110 South Dixie Highway, Lake Worth, FL

Fritz G. Duvigneaud
561.502.8244 • 561.588.0302
954.942.0056

Pasteur Enoch Milien
305.949.0603 or 6118
786.487.6836

Emmanuelfuneralhome@yahoo.com

Proposition du candidat de la Patrie...

Suite de la page (10)

obtenir l'égalité et éradiquer le caractère de classe et raciste dans son application. En dernier lieu, pour la réussite du deuxième grand objectif, la stratégie est de libérer la puissance contenue dans la Constitution Bolivarienne pour réussir l'arrivée définitive du nouvel Etat Socio-Démocratique-de Droit et de Justice au moyen de la consolidation et de l'expansion du pouvoir populaire, au moyen des Missions et Grandes Missions Socialistes et l'auto-gouvernement dans les villes et territoires spécifiques organisés en communes, entre autres politiques.

Le troisième grand objectif historique est de transformer le Venezuela en un pays puissant en ce qui concerne le social, l'économique et le politique, à l'intérieur de la Grande Puissance Naissante de l'Amérique Latine et des Caraïbes qui garantisse la création d'une zone de paix dans Notre Amérique. Il s'oriente vers la consolidation du pouvoir politique, économique et social. Dans ce but, on a besoin, entre autres objectifs, de l'apparition définitive de l'Etat-Démocratique-et-Social-de-Droit-et-de-Justice et du renforcement de la stabilité de la paix de la nation. Au-delà, cette proposition historique comprend l'objectif stratégique de développer le pouvoir économique national en profitant le plus possible des possibilités qu'offrent nos ressources. Egalement, nous nous proposons de renforcer le pouvoir militaire pour la défense de la Patrie en développant l'industrie militaire vénézuélienne et en approfondissant la nouvelle doctrine militaire bolivarienne et le développement géopolitique national. Cela comprend l'engagement de continuer à développer le rôle actif dans le processus de construction de l'unité latino-américaine et caribéenne en développant l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) et Pétrocaribe, de même qu'en dynamisant les nouveaux espaces régionaux: l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR) et la Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens (CELAC).

Le quatrième grand objectif historique implique de continuer à avancer dans la recherche d'un monde pluripolaire à plusieurs centres, sans domination impériale et avec le respect sans réserve de l'autodétermination des peuples. En dernier lieu, cela pose la nécessité de continuer nos efforts pour mettre à bas le système néo-colonial de domination impériale en éliminant ou en réduisant à des niveaux non vitaux les relations économiques et technologiques de notre pays avec les centres impériaux de domination.

Le cinquième des grands objectifs historiques, c'est la nécessité de construire un modèle économique-productif éco-socialiste basé sur une relation harmonieuse entre l'homme et la nature qui garantisse l'emploi et la jouissance rationnelle et optimale des ressources naturelles en respectant les processus et les cycles de la nature. En ce sens, il faut appliquer la défense de la souveraineté de l'état vénézuélien sur les ressources naturelles vitales. Ce cinquième grand

objectif historique nous appelle à faire des efforts pour impulser un mouvement mondial à contrôler les causes et inverser les effets du changement climatique qui est la conséquence du modèle capitaliste prédateur.

Ce programme de gouvernement pour l'Indépendance Nationale et le Socialisme que nous présentons, n'est rien de plus qu'un appel à un ample débat d'idées et de propositions au sein du peuple vénézuélien, qui serve à élaborer le II^e Plan socialiste de la

Nation Simon Bolivar (2013-2019) et à continuer à mettre sur pied le grand bloc historique, démocratique et populaire formé par les ouvriers et ouvrières, les paysans et paysannes, les étudiants et étudiantes, les afro-descendants, les indigènes, les enseignants et enseignantes, les petits et moyens producteurs et productrices de la campagne et de la ville, les commerçants, les transporteurs, les automobilistes, les maîtres et maîtresses, les professionnels de la santé et en général, les serveurs de l'Etat, les femmes, les militaires, les villageois, les pêcheurs, les cultivateurs et cultivatrices, les sportifs, les dirigeants municipaux et syndicaux et de manière très spéciale, pour la jeunesse vénézuélienne.

Pour réussir cela, nous pouvons dire en paraphrasant notre Père Simon Bolivar l'unité est indispensable à l'oeuvre de notre régénération.

I. Défendre, répandre et consolider le bien le plus précieux que nous ayons reconquis depuis 200 ans: l'indépendance nationale

« *Concitoyens, je rougis en vous disant : « l'indépendance est le bien unique que nous ayons acquis aux dépens des autres mais elle nous ouvre la porte pour les reconquérir avec toute la splendeur de la gloire et de la liberté ».*

Bolivar, Bogota, janvier 1830

Le bicentenaire de notre indépendance est en cours. Notre temps est chargé de l'héritage héroïque qui nous appartient en tant que peuple et que nous portons dans le sang et dans l'âme. Nous sommes de nouveau en guerre, avec des rêves concrets et à concrétiser dans le cadre du processus révolutionnaire bolivarien, en lutte ouverte, pour finir de récupérer et de consolider l'Indépendance que nous avons perdue. Ce qui nous inspire, c'est la résistance indigène, la rébellion afro-descendante, le geste indépendantiste, la Révolution Fédérale, la Révolution Restauratrice, et aussi Guai-caipuro, Tamanaco, Terepaima, Andresote, José Leonardo Chirino, Francisco de Miranda, Simon Rodriguez, Antonio José de Sucre, Ezequiel Zamora, Cipriano Castro et notre plus grand inspirateur, notre plus grand référent, le Libérateur Simon Bolivar. Historiquement, les changements profonds du Venezuela agro-exportateur, clairement latifundiste et « semi-féodal » vers le Venezuela pétrolier n'ont pas amené de transformations significatives dans la manière de conduire le destin de la Nation. Bien au contraire, la dépendance devint plus grande au

détriment des paysans, des ouvriers, des travailleurs et des secteurs populaires. Avec l'arrivée de « l'or noir », la domination étrangère avec une pénétration de capital sans précédent, trouva la table servie pour les gouvernements entremetteurs de toute sorte. Dans ce contexte est né le Venezuela exportateur de pétrole, une usine pétrolière subordonnée au modèle consumériste et belliciste de l'impérialisme yankee ; dans ce contexte est né un régime capitaliste, répressif et néo-colonial qui plongea le noble et glorieux peuple de Bolivar dans la plus grande misère matérielle et morale.

Seule la résistance vaillante et honnête de la majorité patriote du peuple vénézuélien et ses chefs honnêtes qui s'exprima dans la lutte contre les dictatures du XX^e siècle, dans les révoltes civiles et militaires des années 60, dans la mobilisation combative de générations successives de jeunes étudiants et dans les grandes révoltes populaires et militaires du 27 février 1989, du 4 février et du 27 novembre 1992, nous sauva d'une totale destruction en tant que Nation souveraine. Le 6 décembre 1998, la Révolution Bolivarienne ayant comme base la conscience et la dignité du peuple, commença à détruire l'hégémonie néo-coloniale. Treize ans de Révolution Bolivarienne nous ont redonné l'Indépendance politique. Le Venezuela aujourd'hui, a un gouvernement bolivarien, souverain, qui ne répond pas aux diktats de l'Empire ni à ceux d'aucune bourgeoisie. Aujourd'hui, nous avons un peuple qui se sent profondément fier de ses racines culturelles et historiques et nous sommes en plein processus de récupération du contrôle de nos richesses naturelles et de nos ressources. C'est pour cela que le premier grand objectif historique pour la prochaine période de gouvernement bolivarien et socialiste, sera de défendre et de consolider le bien le plus précieux que nous ayons obtenu : l'indépendance politique ; réaffirmer notre identité nationale et notaméricaine, de même que continuer d'avancer dans le cadre d'une audacieuse géopolitique internationale vers notre pleine indépendance économique.

II. Continuer de construire le socialisme bolivarien du XXI^e siècle au Venezuela

comme alternative au modèle sauvage du capitalisme et avec lui, assurer « la plus grande sécurité sociale, la plus grande stabilité politique et le plus grand bonheur » pour notre peuple. « Nous ne voulons pas, certainement, que le socialisme soit, en Amérique, une copie. Il doit être une création héroïque » 1928, [a dit] José Carlos Mariategui.

La crise que subissent actuellement ceux que l'on appelle les pays développés, est la conséquence des déséquilibres et des contradictions intrinsèques du système capitaliste.

La voracité pour accumuler toujours plus de richesses est à l'origine non seulement de la destruction irréversible du milieu ambiant, mais aussi de la multiplication de souffrances et de pénalités

pour des millions d'êtres humains. Jamais auparavant, l'humanité n'avait souffert d'une inégalité aussi atroce, tandis qu'un petit nombre de personnes et d'entreprises monopolisent de gigantesques fortunes créées au moyen de manipulations financières et de spéculations démesurées ayant pour prix la misère de la majorité de l'humanité.

Albert Einstein écrivait en 1949 : « *Je suis convaincu qu'il y a un seul chemin pour éliminer ces grands maux, l'établissement d'une économie socialiste secondée par un système éducatif orienté vers des buts sociaux.* »

Les hommes et les femmes qui construisent la Révolution Bolivarienne ont, dès le début, partagé cette conviction, indiquant que nous devons suivre un chemin distinct, profitant des expériences d'autres pays mais en tirant les enseignements de leurs erreurs et en partant de nos propres valeurs et en assimilant les enseignements du Père Libérateur et des grands penseurs notaméricains. En 2004, la Révolution Bolivarienne a proclamé son caractère anti-impérialiste et, en 2006, elle s'est définie comme socialiste. Le prêche de la

Révolution a été continué : nous ne voulons pas rester dans le domaine du capitalisme, il est indispensable qu'au Venezuela, on incarne le socialisme comme un large chemin ouvert vers la suprême félicité sociale. Nous combattons pour une société où doivent se réaliser pleinement les grandes valeurs du christianisme. Lors de la prochaine période de gouvernement bolivarien et socialiste, nous continuerons à mettre en place un système de relations sociales et du travail au service de la pleine satisfaction des besoins humains de notre peuple : alimentation, eau, électricité, logement, transports, santé, éducation, culture, sciences et technologie. Pour cela, est déterminant le développement de la propriété sociale sur les facteurs et les moyens de production basiques et stratégiques qui permettent que toutes les familles, citoyens et citoyennes du Venezuela exercent pleinement la jouissance de leurs droits économiques, sociaux, politiques et culturels pour arriver à bien vivre. Nous allons donc, dans la prochaine période, poursuivre notre second grand objectif historique : continuer à construire et à cimenter les bases du socialisme bolivarien du XXI^e siècle pour supprimer le système d'accumulation capitaliste inhumain, prédateur et belliciste et dépasser la logique du capital qui le soutient.

III - Convertir le Venezuela en un pays puissant

dans le domaine social, économique et politique, à l'intérieur de la grande puissance naissante de l'Amérique Latine et des Caraïbes qui garantisse l'établissement d'une zone de paix dans Notre Amérique pour la prochaine décennie. Le Venezuela doit s'affirmer comme un pays puissant sur le plan régional et universel. Nous, les Vénézuéliens et Vénézuéliennes, devons sentir de manière effective que la Démocratie Participative et Active est un fait réel et tangible et que le pouvoir

se maintiendra dans le but d'arriver à rendre irréversible la souveraineté de la Patrie. Les avancées permises par le processus bolivarien doivent servir de base pour continuer la consolidation du pouvoir politique, vu comme la restitution du pouvoir au peuple et comme le plein exercice de la démocratie participative active et socialiste comme soutien politique de l'Unité Nationale. C'est seulement par cette voie que nous aurons la force nécessaire pour jouer notre rôle avec succès sur la complexe scène mondiale.

Pour avancer et consolider la démocratie participative et active, il faut renforcer la valeur de la vie humaine et sa défense sur un plan fondamentalement éthique où priment la solidarité et la valeur de l'être au-dessus des valeurs capitalistes dans lesquelles il faut posséder pour être et consommer pour exister. Renforcer l'éthique dans l'exercice du pouvoir est d'une importance capitale pour constituer le Pouvoir Moral de la Nation. La construction du Pouvoir Economique du Venezuela comme puissance énergétique, agroalimentaire et industrielle du futur nous oblige à consolider les avancées en ce qui concerne le développement du cadre normatif et de la politique d'investissement souverain pour que la richesse nationale soit au service de la vie de notre peuple et de la construction d'un monde de justice et de paix. De même, il faut que la Nation, les soldats de la Patrie avec le soutien de tout le peuple, continuent à renforcer le pouvoir militaire de la Nation, ceci est une partie de la tâche vitale de défense intégrale de notre Patrie. Lors de la prochaine période du gouvernement bolivarien et socialiste, nous atteindrons notre grand objectif, qui est de mettre en oeuvre toute la puissance de la Patrie de Simon

Bolivar en formant un bloc historique, démocratique et populaire composé par la classe laborieuse et ses couches professionnelles, de même que par les petits et moyens producteurs de la campagne et de la ville.

IV - Contribuer au développement d'une nouvelle géopolitique internationale

dans laquelle prenne corps un monde à plusieurs centres et pluripolaire qui permette de trouver l'équilibre de l'univers et de garantir la paix planétaire. Conformément au mandat du Libérateur Simon Bolivar, la politique extérieure de la Révolution Bolivarienne déploiera tous ses efforts pour « obtenir le système de garantie qui, en paix et en guerre, soit le bouclier de notre nouveau destin », c'est à dire un environnement international qui garantisse l'indépendance de la Patrie pour le plein accomplissement d'un projet national souverain. Inspiré par la vision harmonieuse qui caractérise la cosmogonie de nos peuples indigènes originaux, et dans la conception bolivarienne que l'action politique internationale doit tendre à mettre en place « l'équilibre de l'univers », la politique extérieure du Venezuela bolivarien encouragera la formation d'un monde pluripolaire dont le but ultime est la préservation d'une

Suite à la page (16)

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel
- Dinde - Poulet - Cabri
- Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

kréole FLAVOR



Caribbean Cuisine
Catering & Take-Out
1738 Flatbush Avenue
Brooklyn, N.Y. 11210
718-258-0509

VENUS RESTAURANT

Specializing in
Caribbean &
American Cuisine



We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..
670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226
"Venus, l'endroit idéal!"
718-287-4949

FRITAYE 5 STAR



• Breakfast • Lunch
• Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

Gran Pan-Pan Rice FOR SALE:
Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue
(bet. Foster Ave. & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11226
718-975-0915-6

LOVE RESTAURANT

Haitian American &
West Indian Cuisine

1694 Flatbush Avenue
(between Ave. I & E. 34th St.)
Brooklyn, NY 11210

Free Delivery • Catering
7 days • 8am-midnight

Propriétaire: Yves Paul
718.942.5500

paix fondée sur le respect de la souveraineté des peuples.

Comme nous l'avons dit plusieurs fois, ce monde pluripolaire sera formé par une multiplicité de points forts, de groupes de pays, pour que l'équilibre universel soit plus grand et pour qu'il y ait plus de démocratie universelle, plus d'égalité dans le monde. Lors de la prochaine période de gouvernement bolivarien et socialiste, nous continuerons d'avancer dans cette tâche indispensable pour garantir la paix du monde et la paix au

Venezuela.

V – Contribuer à la préservation de la vie sur la planète et au sauvetage de l'espèce humaine.

En ce moment historique, la République Bolivarienne du Venezuela, conformément aux principes éthiques du socialisme, brandit le drapeau d'une lutte nécessaire dans l'environnement national et dans l'environnement global, pour s'efforcer de changer le modèle de développement prédateur que le capitalisme a imposé au monde ces trois derniers siècles au moyen de l'extension menaçante de la vorace économie de marché.

Dans cette lutte, nous ferons tous les efforts nécessaires et adéquats qu'il faut pour renverser les causes et les effets des crises environnementales dévastatrices qui attendent aux possibilités de vie de l'être humain sur la planète Terre.

Pour cela, des actions immédiates et indirectes seront nécessaires, qui permettent de sauver l'équilibre de la terre et d'étayer les processus économiques productifs de l'être

humain, sur la base du respect des cycles de la Terre et de ses processus de régénération, au moyen de l'établissement d'une relation différente des hommes avec la nature.

Ce nouveau modèle alternatif de développement socialiste demande un engagement actif des hommes et des femmes dans les nouvelles valeurs du bien vivre, soutenu par une économie écologiste et socialement soutenable. Cela sera possible seulement à partir du socialisme comme unique alternative au modèle prédateur capitaliste qui a déjà échoué.

Ce nouveau modèle remplira véritablement le mandat issu du Sommet de la Terre de 1992 ; satisfaire nos besoins actuels sans mettre en danger, ni menacer la capacité de satisfaction des besoins des générations futures.

Notre pays luttera sur ces thèmes sensibles en matière d'environnement dans tous les milieux (national, régional et multilatéral) avec une force particulière dans la lutte contre le changement climatique, la transformation des modèles de production et de consommation insoutenables et la défense d'un nouveau modèle de développement social, écologique et socialiste, comme l'unique alternative planétaire pour garantir la vie.

Dans ce contexte, on impulsera de façon complémentaire, au sein de l'Organisation des Nations Unies, la construction de la « Nouvelle Architecture Ethique Sociale Internationale » qui permette de définir la nouvelle Feuille de route internationale pour le Développement Humain et le Développement Soutenable.

Clement exaggerated a conflict between Reid and Gaston, saying that Reid alleged Gaston was abusing Marcelle (according to Matteo, Reid did not make such a charge; it was just the excuse to fire her).

Subsequently, Reid was fired. But she wrote a letter to Clement threatening legal action because "Marcelle Halpern's estate is being financially raped due to the illegal billing of fees by [Kelly's] Yale" Nursing Agency.

Inspection of financial records obtained by *Haiti Liberté* show that during a 10 month period from March to December 2009, for example, Kelly's agency was being paid an average of about \$62,000 per month for nursing services which, as an unlicensed agency, it had no right to be collecting. (Yale was licensed only as a nurse's registry.) Nonetheless, Kelly, who had no medical qualifications, was making about \$18,000 profit monthly from the Halpern account, administered by Richard Kaufman.

"Ms. Reid has called me again and is clearly threatening litigation due to the fact that she was not asked to go back to work at Marcelle's side," wrote Clement on Dec. 4, 2008. "I did meet with Marie Gaston today to give her a chance to explain what is going on, and she alleged that the Yale agency is conspiring to push her out of the job... I believe it in the best interest of Marcelle to remove both Ms. Gaston and Ms. Reid from the care of Marcelle at this time." In closing, Clement suggested "we would give [Marie Gaston] one month off and see how Marcelle reacts to her absence, since she has been part of Marcelle's routine for three years."

However, neither Clement nor Kaufman informed Marie Gaston what was going on, telling her instead on Dec. 4, a Thursday, to take a month's vacation starting the very next day. "I told Richard that I should at least work on Friday to finish the week, but he insisted that I not come in the next day," Marie said. "Later in December [2008], I called Richard to remind him about



Matteo Halpern Bojanovich, Marcelle's stepson: "This is really the most cynical kind of crime, where Kaufman and his cronies targeted old people for abuse and theft."

my Christmas bonus. He said he would do something. He never did."

Throughout January 2009, Marie waited for the call to come back to work, but it never came. Finally in mid-February 2009, she went to Marcelle's building on West 57th Street in New York and waited for Kaufman in the lobby. She came up to him when he went to the elevators.

"He was so shocked," she said. "He quickly asked me to come out to a restaurant with him. It seemed like he wanted to get me out of the building. When we got to the restaurant, he told me the matter was out of his hands. That's when I knew I had been betrayed."

Using her precious savings, Marie hired a lawyer to write a Mar. 5, 2009 letter in English to Clement, asking to "know if and when I will be permitted to return to work with Mrs. Marcelle Halpern or another patient assignment." She wrote that "the events leading up to my forced vacation are in my opinion a form of elderly abuse toward Mrs. Halpern. We had a working relationship which was a growing friendship. We often joked around and she liked to have me hug her. She never wanted me to leave her side."

On Mar. 19, 2009, Clement wrote her back a duplicitous letter telling Marie to "please note that I was appointed by the Court to represent Ms. Halpern

and not the Yale Nursing Agency. If you are concerned that you were unfairly terminated by your employer, the Yale Nursing Agency, I recommend you consult with an attorney who can further assist you."

Clement was unaware that Marie Gaston had obtained a copy of her Dec. 4, 2008 email calling for her "removal."

Marie did consult a lawyer, David Israel, who told her in a Mar. 23, 2009 letter that he would require a \$5,000 retainer to take the case ("thousands of dollars more" if it went to trial) but questioned the wisdom of her going forward with an expensive lawsuit against Kelly, since "your case has many problems" and "the outcome is very speculative." Marie had to let the matter drop.

Marie is one of several nurses, most of them Haitian, who worked for Marcelle over the five years from 2005 to Dec. 3, 2010, when the old woman died.

"Kaufman was bribing people, like Marie, to spy on Matteo," Paula Rouchon, another Haitian nurse who was fired, told *Haiti Liberté*, in her apartment just off Flatbush Avenue in Brooklyn. "One day, Marcelle nodded toward Kaufman and told me: 'He's a scoundrel, a thief.' Surprised, I asked her why. She said, 'He forced me to sign papers, signing away my money from myself and my family. He's a real scoundrel.'"

Another Haitian nurse, Margarete Adam, said that Marcelle was aware that Kaufman, Kelly, and the lawyers were trying to isolate Matteo from her. "Marcelle always wanted Matteo to be with her," Margarete said, "but the handlers didn't want Matteo with Marcelle. They wanted us to believe that Matteo wanted to do Marcelle harm. But in the end, we could see that it was Matteo who was trying to help Marcelle, improve her diet, make her comfortable, and so forth."

Suite à la page (18)

expliqué à son discours au Parlement européen, le 24 novembre dernier. « Alors, il faut mettre fin aux affectations de pourboires dans les Ambassades.

Comme toutes les bonnes intentions sont pavées d'effets pervers, le plaidoyer de Martelly a besoin de « vicaires », de têtes de pont, de figures emblématiques qui relaient sa cause dans les capitales ciblées, ce qui exigerait la refonte des principales missions diplomatiques. Il ne faudrait plus y désigner des hommes-liges gratifiés pour leur vote au parlement. Il faudrait y engager des combattants aguerris prêts à rechercher les investisseurs avec leurs dents ; telle une révolution, il faudrait mettre fin aux affectations de pourboires qui justifieraient la désignation d'un parent, d'une épouse, selon le déploiement des logiques néo-patrimoniales qui illustrent le proverbe africain « la chèvre broute là où elle trouve ».

Mais au-delà de la transformation des missions diplomatiques, Martelly ne semble pas être clair sur sa stratégie. Il renonce à la France pour l'Espagne. Certes, l'attention accordée par le roi Juan Carlos, son épouse à Haïti n'a rien d'égale avec la timidité, la distance de la France envers ce président que les chaînes de télévision présentent sous sa tenue grivoise et osée. En revanche, son ambassadeur en poste en Haïti semble en position d'équilibrer ce manque d'intérêt de la France qu'il faut tenter de comprendre. Pourtant, sur le terrain, la France a certes perdu de son rayonnement d'antan, frappée par les conséquences de la réduction drastique de ses dépenses en matière culturelle, pendant qu'elle garde encore une influence moyenne sur Haïti à travers la

francophonie et à travers l'aide européenne. Mais la faiblesse de la France vient de sa vulnérabilité à la politique étrangère américaine qui la malmène sur tous les fronts, d'autant plus que l'Europe, puissance concurrente vis-à-vis des Etats-Unis, semble s'impliquer en Haïti à travers les ONG. Or celles-ci constituent un défi aux efforts diplomatiques de Martelly. Les ONG par cynisme et par opportunisme ont besoin d'une Haïti qu'elles présentent comme étant rongée par l'instabilité politique, marquée par les fragilités environnementales, combinant la fuite des classes moyennes, la présence des casques bleus de l'ONU, l'intensification d'un climat d'insécurité. L'image désastreuse d'Haïti par les ONG est l'un des défis qui discrédite, délégitime le volontarisme enfourché par Martelly. On ne voit pas comment il peut triompher de la puissance des ONG. Comme l'a expliqué Bertrand Badie, les gouvernements des sociétés fragiles sont impuissants à contrôler ces ONG qui se réclament des droits de l'homme dans l'esprit d'affaiblir ce Léviathan boiteux qu'est HAÏTI.

«De ce jeu à trois, entre États, acteurs non étatiques et organisations multilatérales, dérive ainsi un effet de système, dans lequel chacun a de bonnes raisons de se saisir des droits de l'homme pour enrichir sa stratégie, mais dans lequel aussi chacun contraint l'autre à une surenchère qui installe les droits de l'homme dans une posture sans cesse plus solide, plus visible et moins contournable. On peut même considérer que, dans ce jeu de composition, les acteurs deviennent de plus en plus dépendants d'un thème, qu'ils pensent certes utiliser à leur profit mais dont ils deviennent comptables à

mesure qu'ils le manipulent, qui crée de la demande à mesure que son offre devient courante » (p.83) explique Bertrand Badie dans *DIPLOMATIES CONQUÉRANTES OU DIPLOMATIES ENFERRÉES, P.U.F. | Relations internationales 2007/4 - n° 132 pages 79 à 85.*

Martelly doit enfin triompher des faiblesses de la diplomatie de son prédécesseur dont la sortie a été salie par les interférences grotesques d'Edmond Mullet, le représentant spécial de l'ONU en Haïti et de la domination du couple Clinton. Préval s'est montré davantage plus proche des présidents Chavez, Castro et Lula avec tous les risques d'irritation des présidents américains Bush et Obama. La nomination d'un ambassadeur en France n'avait aux yeux aucune importance stratégique. Chez Martelly, l'axe diplomatique se définit en pointillé.

Ses premiers jours au pouvoir étaient marqués par un rapprochement avec l'Amérique latine en été; il opposait une absence de combativité au printemps, à l'endroit des Etats-Unis, notamment en légitimant la création de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti. En automne, Martelly esquissait une relation privilégiée avec l'Espagne et en hiver, il songe à embrasser l'Asie. L'homme est donc changeant, dessine ce qu'on peut interpréter comme étant la diplomatie des quatre saisons : sur ce terrain, le président-chanteur s'épanouit, s'approprie cette arène comme étant sa chasse-gardée. En attendant, les masses populaires se comportent comme des « chevreuils, gentils, apprivoisés qui piaffent et brament dans l'antichambre » comme a dit Giraudoux. Mais pour combien de temps?

Council Member Mathieu Eugène

Free Immigration Services

TUESDAYS & WEDNESDAYS

10:00 a.m. to 5:00 p.m.

123 Linden Boulevard
Brooklyn, NY 11226
(718) 287-8762

Please call to make an appointment and get FREE HELP with your questions related to Naturalization, Green Cards, and other immigration matters.

All our Services are Free and Confidential and Open to Any Member of the Community.

Evo Morales dénonce une campagne contre son gouvernement

Par Tania Hernández

Le chef de l'Etat bolivien, Evo Morales, a dénoncé qu'il existe des "gens infiltrés" parmi des fonctionnaires, procureurs et juges qui participent à une "campagne sale contre lui, son gouvernement et le processus de changement dans son pays".

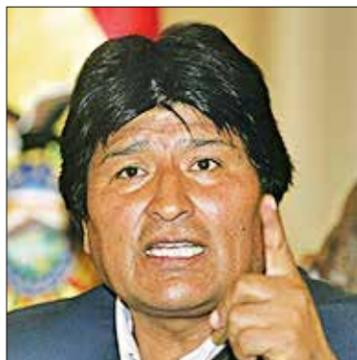
Evo Morales s'est référé aux cas polémiques de corruptions et d'extorsions qui ont éclaté il y a dix jours, suite à la découverte d'un réseau qui opérait depuis six ans à partir des ministères.

Il a parlé de ce thème lors de la cérémonie de prise de possession du

nouveau chef de la police, le colonel Alberto Aracena Martínez, qui occupait le poste de Directeur National d'Intelligence.

Evo Morales a assuré qu'il tient pour "confirmé" qu'il existe des gens qui s'infiltrent pour discréditer le gouvernement et le président et qui utilisent son nom pour faire des extorsions.

Il a déclaré : "la politique n'est pas pour faire de l'argent. Si quelqu'un veut faire de l'argent, qu'il crée son entreprise, qu'il travaille, qu'il ne soit pas serviteur public". Le président a rappelé "qu'aucun ministre, aucun parlementaire ne jouissent d'immunité pour faire des extorsions."



Evo Morales chef de l'Etat bolivien

RHC 7 décembre 2012

Aggravation de l'état de santé de Chavez

Par Jean ORTIZ

Le 8 décembre 2012, le président Chavez a déclaré qu'il était revenu au Venezuela il y a quelques jours, pour annoncer que, face à la récurrence de son cancer (cellules malignes à l'endroit il fut opéré pour la troisième fois d'une tumeur, dans la région pelvienne, il y a quelques mois, en février), il se voyait obligé de prendre certaines dispositions, « au cas où ».

Le mandat actuel s'achève le 10 janvier 2013. La Constitution prévoit que si le président décède dans les six premiers mois de son mandat, il faut procéder à de nouvelles élections présidentielles. Chavez propose donc, que si la maladie devait l'empêcher d'assumer ses fonctions, ce soit l'actuel Vice-Président et ancien Ministre des Affaires Etrangères, Nicolas Maduro, qui prenne le relais. Chavez le présente comme « un des jeunes leaders les plus capables de continuer la tâche (...), un homme aux origines d'homme du peuple ».

Chavez ajoute : « Je crois que ce qui est le plus important, ce que me dicte ma conscience, du plus profond de mon âme et de mon cœur,



Chavez et l'actuel Vice-Président Nicolas Maduro

et c'est pour cela que je suis rentré à Caracas, malgré la fatigue du voyage et la nécessité de retourner à Cuba pour mon opération », est de garantir l'avenir, « la marche victorieuse de la révolution bolivarienne », et de continuer à "construire la voie vénézuélienne vers le socialisme ». « Je suis conscient de la douleur que vont éprouver des millions de Vénézuéliens, et j'en souffre (...). Mais quoi qu'il arrive, nous ne perdrons pas notre patrie ». Il a appelé tous les « patriotes » à « l'unité », et l'a asséné trois fois.

Chavez les met en garde contre « ceux qui vont essayer de tirer profit de ces circonstances difficiles ». Aussi difficiles soient-elles, la réponse sera, selon le Président, « l'unité, la lutte et la victoire ».

Nicolás Maduro est né le 23 novembre 1962 à Caracas. Il fut conducteur de métro et dirigeant syndical. Il est vice-président de la République depuis le 13 octobre 2012, à la suite de la réélection d'Hugo Chavez à la présidence.

LGS 9 décembre 2012

Décès d'Oscar Niemeyer, le Brésil en deuil

« Le Brésil a perdu l'un de ses génies et c'est un jour pour pleurer », a déclaré Dilma Rousseff, la présidente du Brésil, après l'annonce du décès du génial architecte Oscar Niemeyer, à l'âge de 104 ans. En hommage, le gouverneur de Rio, Sergio Cabral, a décrété un deuil de trois jours dans l'Etat.

Le père de Brasilia, qui a révolutionné l'architecture moderne aux côtés de l'urbaniste Lúcio Costa et du paysagiste Roberto Burle Marx, aussi surnommé « l'architecte de la sensualité », a participé à la réalisation de plus de 600 oeuvres – dont le siège des Nations unies (1952), à New York, le siège du Parti communiste Français (place du Colonel



Oscar Niemeyer

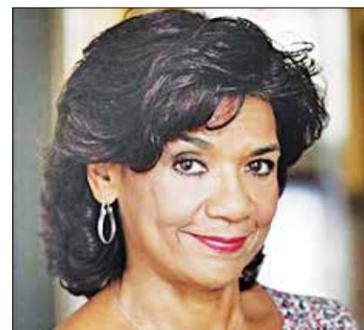
Fabien, en 1965), mais aussi le Musée d'art contemporain de Niterói (1996) en forme de soucoupe volante près de Rio- en 70 ans de carrière.

El Correo 6 décembre 2012

L'actrice américaine Sonia Manzano demande pourquoi les Palestiniens devraient « reconnaître » leurs bourreaux

Certains d'entre vous connaissent peut-être l'émission télévisée pour enfants 1, rue Sésame. Cette émission était en fait une adaptation de l'émission éducative américaine Sesame Street de PBS, la chaîne de télévision publique des États-Unis qui la diffuse sans interruption depuis 1969.

Une des comédiennes vedettes de l'émission, Sonia Manzano vient de prendre publique-



Sonia Manzano

ment une position, via twitter, qui va lui valoir de sérieuses inimitiés et risquent de lui coûter cher. En effet, l'actrice a émis deux messages pro palestiniens à propos des derniers troubles au Moyen Orient, qualifiant d'abord Israël de brute, puis comparant l'Etat juif aux premiers colons américains qui avaient anéanti les indigènes d'Amérique.

- Les Israéliens répliquent à la simple reconnaissance des Palestiniens par l'Onu en construisant 3 000 logements supplémentaires dans les colonies. Des brutes !

- Pourquoi les Israéliens ont-ils besoin d'être « reconnus » par les Palestiniens. Est-ce que les indigènes d'Amérique devaient « reconnaître » leurs bourreaux ? C'est vrai, avec le sionisme le sadisme atteint des sommets !

Mounadil al-Djazairi
7 décembre 2012

Alliance for the Development and Advancement of Saint Louis du Nord (ADAS)

Amis de Saint-Louis-du-Nord

Le Comité Exécutif de ADAS (Alliance pour le Développement et l'Avancement de Saint-Louis-du-Nord) vous invite à son grand dîner dansant annuel le samedi 29 décembre 2012 au Lady of Miracles

741 East 86 St (entre Glenwood-Flatlands)

10:00 PM à 3:00 AM

Le profit de la soirée servira à répondre aux urgences de Saint-Louis-du-Nord
Frais de participation : \$50

Dîner, Eau et boissons gazeuses seront servies gratuitement
Food. All drinks free. Open Bar

A night of elegance: Great entertainments, Music by the best DJ in town.
Grand Merci, Saint-Louis a besoin de votre support.
Venez en foule et invitez vos amis haitiens et étrangers.

Pour information : Bernest (917) 803-3014, Edy (516)361-7428, Théodore (646)353-8346, Suzy (718) 974-0458, Elvé (718) 776-1714, Yvonne (516) 347-4673, Daniel (201) 725-7180, François (212) 316-1334, Rodney Jérôme (646) 312-9202

Immaculée Bakery & Restaurant

2 Locations en Brooklyn



Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)

Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)

Tél: 718.941.2644

MENEZ JEAN-JEROME

Attorney at Law

Real Estate
Immigration-Divorce



4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

Le Venezuela abroge les visas pour les Palestiniens

Le Venezuela est devenu le premier pays au monde à abroger les visas d'entrée pour les Palestiniens, dont l'Etat a été reconnu il y a une semaine par l'Onu, rapporte jeudi la diplomatie palestinienne. "Le Venezuela a autorisé les Palestiniens à entrer sur son territoire sans visa, devenant ainsi le premier pays du monde à le faire", a annoncé à RIA Novosti un représentant du département consulaire du ministère palestinien des Affaires étrangères.

L'accord d'abrogation des visas figure parmi une dizaine de documents bilatéraux signés à Caracas à l'issue de négociations entre le chef de la diplomatie palestinienne Riyadh al-Malki et son

homologue vénézuélien Nicolas Maduro.

Par ailleurs, le Venezuela a promis de construire un hôpital dans les territoires palestiniens. M.al-Malki a remercié Caracas pour le soutien apporté aux Palestiniens lors du vote à l'Onu.

Le 29 novembre dernier, l'Assemblée générale de l'Onu a attribué à la Palestine le statut d'Etat observateur non membre. La résolution intitulée "Statut de la Palestine à l'Onu" a été adoptée par 138 voix pour, 41 abstentions et neuf voix contre dont celles des Etats-Unis et d'Israël.

RIA Novosti 6 décembre 2012

L'ex attorney général des Etats-Unis condamne le blocus de Cuba

Par Michele Claverie

Ramsey Clark, ex attorney général des Etats-Unis a condamné ici à La Havane, le blocus économique, commercial et financier imposé par le gouvernement de son pays à Cuba depuis un demi siècle. Prenant la parole à la seconde journée de la Convention Internationale de Santé, qui siège au Palais des Congrès, avec la participation d'un millier de délégués de 45 pays, Ramsay Clark a mis l'accent sur l'impact et la solidarité de la santé cubaine dans le monde malgré cette politique génocidaire.

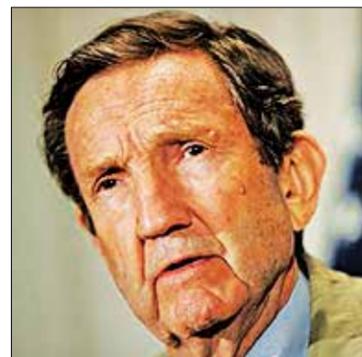
Il a donné une conférence magistrale au cours de laquelle il s'est référé à l'aide prêtée par Cuba à plusieurs pays qui en ont eu besoin. Les professionnels cubains de la santé

n'épargnent pas d'efforts pour aller prêter des services à d'autres peuples. Ils ont sauvé des vies la plupart des fois au milieu des conditions très difficiles - a-t-il ajouté.

L'ex attorney général des Etats-Unis a signalé que Cuba a formé plus de 15 000 médecins de diverses nations y compris des Etats-Unis, aide qu'il a qualifiée d'incalculable car ces praticiens apprennent à avoir un sens humaniste et travaillent avec le cœur.

Pour sa part, le docteur José Luis di Fabio, représentant dans notre pays de l'OPS et l'OMS a salué l'aide de Cuba dans la formation de professionnels avec un niveau scientifique très élevé. Il a qualifié de très efficace le travail des praticiens cubains dans tous les pays où ils ont prêté leurs services solidaires.

Les progrès faits par la coopération triangulaire entre le Brésil,



Ramsey Clark, ex attorney général des Etats-Unis

Cuba et Haïti pour relancer le système sanitaire dans ce dernier pays ont été analysés aussi lors de la seconde journée de la rencontre.

Radio Havane Cuba
7 décembre 2012

Ricardo Patiño : l'Amérique Latine marche aujourd'hui avec ses propres jambes grâce à Hugo Chavez

Par Luis Alberto Reygada

Le Ministre des Affaires Etrangères de l'Equateur, Ricardo Patiño, a donné un entretien exclusif à la chaîne panaméricaine Telesur.

Ricardo Patiño a déclaré que l'Equateur aime, apprécie et respecte Hugo Chavez, et que son pays espère donc sa rapide récupération ; « nous sommes convaincus que sa force physique, d'âme et spirituelle le rendront plus fort »

Le Ministre des Affaires Etrangères de l'Equateur, Ricardo Patiño, a déclaré ce dimanche que grâce au président vénézuélien, Hugo Chavez, l'Amérique Latine marche aujourd'hui avec ses propres jambes. « Nous avons suivi son exemple dans cette bataille », et c'est pour cela que « nous sommes sûrs qu'il reviendra en bonne santé » afin que son processus révolutionnaire continue sa marche. « L'Amérique Latine a laissé derrière elle l'époque où elle n'était qu'un sujet de l'empire et elle a commencé à marcher avec ses propres jambes grâce à la Révo-

lution Cubaine et à Chavez », a indiqué M. Patiño lors d'un entretien exclusif à la chaîne panaméricaine Telesur.

Il a souligné que Chavez « a fait les premiers pas quand il était encore difficile de le faire, quand en Amérique Latine il n'y avait personne d'autre à part Cuba qui s'aventurerait par ces chemins et Chavez a donné cet exemple de lutte ».

« C'est de là que vient ce respect pour Chavez ; nous suivons un chemin, chacun construit son propre chemin, sans imiter, mais en suivant l'exemple [du Venezuela] c'est-à-dire en marchant [nous aussi] avec nos propres jambes, avec notre souveraineté et avec nos peuples, en transformant radicalement nos pays afin que se ne soient plus les élites qui nous dirigent », a-t-il précisé.

En Amérique Latine, « le commandant Chavez, José Mujica (Uruguay), Evo Morales (Bolivie), Daniel Ortega (Nicaragua), Rafael Correa (Equateur), Cristina Fernández (Argentine), nous avons appris que le pire chemin c'était celui tracé par le Fond Monétaire International et ses recommandations, qui ne font qu'approfondir la crise au lieu d'en libérer



Ricardo Patiño, Ministre des Affaires Etrangères de l'Equateur

les nations. »

En Europe, « ils commencent à observer avec attention ce que fait l'Amérique Latine : elle grandit, se développe mais ne s'endette pas », a-t-il signalé. De tous coins de l'Amérique Latine, "sa Grande Patrie, nous attendons sa récupération et son retour afin de continuer à libérer ce cher peuple vénézuélien".

Source : Telesur
Traduction : Luis Alberto Reygada
LGS 9 décembre 2012

Suite de la page (13)

kilomètres à l'ouest de Bagdad, Falloujah est toujours, en cette année 2004, un bastion des fidèles de Saddam Hussein et, pour cette raison, l'objet de fréquentes attaques menées par l'armée américaine. La situation s'embrase lorsque les corps de quatre mercenaires américains tués au combat sont exhibés à travers la ville. En représailles, l'artillerie lourde et l'aviation sont déployées. Un premier assaut meurtrier est lancé pour y déloger les insurgés — sans réel succès —, puis quelques mois plus tard, une seconde offensive, pendant laquelle les bombardements intensifs dureront plusieurs semaines. Le Pentagone reconnaîtra plus tard, dans une brève note, avoir utilisé des bombes au phosphore blanc [5]. Le nombre de morts côté irakien est incertain : plusieurs centaines d'insurgés et plusieurs milliers de civils. Côté américain, 95 soldats...

Sur la base des chiffres fournis par le département de la défense, à Washington, John Pike, le directeur du groupe de recherche GlobalSecurity.org, estime que les soldats américains ont tiré en moyenne entre deux cents cinquante à trois-cents mille munitions de petit calibre par

insurgé tué en Irak et en Afghanistan [6].

Voilà des chiffres qui laissent perplexes. Et s'ajoute à cela l'artillerie lourde. C'est au bas mot des milliers de tonnes de munitions éclatées en petites particules toxiques de métaux lourds, notamment du mercure et du plomb, qui contaminent les sols et l'eau. Ce n'est donc pas un hasard, si les analyses de cheveux des enfants de Falloujah souffrant de malformations congénitales révèlent la présence de plomb et de mercure à des taux très supérieurs par rapport au reste de la population.

À Bassorah, l'étude présente des résultats similaires. Les voix s'élèvent pour que des recherches plus poussées et exhaustives soient entreprises à travers tout le pays, afin que la situation soit enfin reconnue avec précision et des mesures adéquates mises en place. Pour la justice et les réparations, il faudra bien un jour mettre la coalition — principalement les Etats-Unis et le Royaume-Uni — face à leurs responsabilités pour qu'elle reconnaisse enfin son rôle dans ce qu'il faut bien appeler un crime. Un crime de plus, puisque les crimes d'hier — Hiro-

shima, Nagasaki, Vietnam — demeurent, aujourd'hui encore, impunis.

Notes

[1] Lire Depleted Uranium Radioactive Contamination In Iraq: An Overview

[2] Depleted Uranium Radioactive Contamination In Iraq : An Overview <http://www.brusseltribunal.org/DU...>

[3] Metal contamination and the epidemic of congenital birth defects in Iraqi cities, septembre 2012, Bulletin of environmental contamination and toxicology

[4] « The moral equivalent of Nuremberg », The Chicago Tribune, 18 octobre 2012

[5] Lire « U.S. Used Phosphorous Munitions In Fallujah », The Washington Post, 16 novembre 2005

[6] « US forced to import bullets from Israel as troops use 250,000 for every rebel killed, The Belfast Telegraph, 10 janvier 2011

Monde Diplomatique
5 décembre 2012

Suite de la page (16)

"One day, I saw Marcelle become very mad with Richard," Margarette said. "She asked him for some money. He smiled, and instead gave her a lolly-pop. That really made her mad. 'You took all of my money,' she told him. Richard then said he was going to the bank to get her money. He left, but he never came back."

Matteo considers that his father's and step-mother's multi-million dollar estate was hijacked and pilfered by Kaufman, Kelly, and the lawyers, calling the alleged theft the "Jewish Astor Case." He is referring to the infamous case where the prominent American philanthropist Brooke Astor, who died in 2007 at age 105, saw her estate looted as she was mistreated by her son and crooked lawyers. "In the case of Marcelle and my father, the thieves were a crooked accountant, a crooked nursing agency, and a host of crooked lawyers who would lie and perjure themselves to rob millions from my parents," Matteo said.

Outraged, friends of Matteo created several websites: www.jewishastorcase.com, www.save-marcelle.com and www.elderabuse.com. The sites contend that the accountant Kaufman and the court-appointed lawyers tried to use the Haitian nurses against Matteo as he sought to protect his parents' interests and health.

"All the nurses soon became convinced that Mr. Kaufman and Mr. Kelly were just trying to create tension and provoke incidents between Matteo and the nurses and nurse aides," according to one site. "When the nurses figured it all out, and related to Matteo in a normal, friendly manner, they were fired. Seven nurses were fired between April 2008 and May 2010."

Furthermore, Kelly's Yale Nursing Agency was "running a monthly payroll and charging the estate continuous fees, which is in complete violation of NY labor law and IRS rules and regulations for independent contractors," Pamela Reid pointed out in her July 2010 letter to the estate's guardians.

Not counting the kickbacks, in illegally charged fees, Kelly appears to have made at least \$432,000 in profits, or \$18,000 monthly, off the nurses and nurses

aides it provided over the course of 24 months from February 2008 until January 2010. From January to August 2010, Kelly cutback the nursing staff to a cost of \$55,000 monthly, Matteo calculates, making a profit of \$16,500 monthly, or \$132,000 for the eight months. So Kelly's total profit over the course the 31 months from February 2008 to August 2010 appears to have been well over \$500,000.

The estimate that Kelly's profit margin was 30% comes from 2010 testimony by court-appointed guardian Lenore Kramer, one of Kaufman's closest allies. While claiming she did not ask about kickbacks, Kramer admitted that "I did ascertain that [Kelly] was making approximately 30% of a markup on what he was paying the employees."

Under New York State Law, the nursing agency was entitled to fees of up to 10% of the nurses' and nurses aides' salaries for the first 10 weeks of employment, and nothing after that.

Today, several of the nurses who took care of Marcelle Halpern are looking for work. Marie Gaston has not had regular work since her enforced vacation on Dec. 4, 2008, and has burned through her modest savings.

The Yale Nursing Agency appears to have closed and its owner, Jerome Kelly, has disappeared. Despite efforts, *Haïti Liberté* was also unable to contact Richard Kaufman for comment about this article.

Meanwhile, Matteo spends his days between New York and Paris, weighing the legal options on how he can get justice for what he feels was the mistreatment, robbery, and premature death of both his father and his step-mother. "This is really the most cynical kind of crime, where Kaufman and his cronies targeted old people for abuse and theft," he says. "I have the evidence, but I do not have the cash to hire lawyers."

Marie Gaston, despite her "deception," remains hopeful. "I just want to find justice," she says. "You place so much faith in someone, and then that person betrays you. It's enough to make you go crazy. That is why today I only put my faith in God."

Martelly-Lamothe

Suite de la page (4)

l'espoir de protéger l'image d'Haïti et attirer les investisseurs ne pouvaient rien apporter concrètement parce que ce gouvernement n'inspire pas confiance et ne crée pas des conditions nécessaires pour favoriser le démarrage de ce pays.

Entre-temps, le pays patauge dans la corruption et la mauvaise gouvernance, si l'on ajoute foi au dernier rapport de Transparency International et de la Conférence Episcopale d'Haïti. Haïti est actuellement classée parmi les pays les plus corrompus et occupe la 165ème place sur 176 dans la perception de l'indice de corruption pour l'année 2012. L'indice de perception d'Haïti va de zéro (0) ce qui signifie que ce pays est perçu comme très corrompu. « En regardant l'indice de perception de corruption de 2012, il est clair que la corruption est une menace majeure pour l'humanité. La corruption détruit des vies et les communautés, sape les pays et les institutions. Elle génère la colère populaire qui menace de déstabiliser encore davantage les sociétés et d'exacerber les conflits violents. » Rappelle Transparency International.

La corruption est également le résultat de la mauvaise gouvernance, qui, selon la CEH, est un fléau qui a trop longtemps marqué lamentablement les différentes couches de la société haïtienne. « ... les difficiles conditions de chômage et de misère ont vite dilué ces efforts. La pauvreté grandissante, la cherté de la vie, l'insécurité alimentaire, sociale, politique, psychologique et physique, la dégradation de vivre ensemble et de l'environne-



Boileau Loko, chef de mission du Fonds monétaire International (FMI) pour Haïti

ment, la déliquescence des valeurs, la peur de l'avenir, le chômage et toutes sortes d'injustice, de tout cela résulte la mauvaise gouvernance à laquelle il faut mettre un frein », ont lancé les responsables de l'Eglise catholique romaine d'Haïti.

Cela fait longtemps qu'on dénonce la mauvaise gouvernance, la corruption, la dégradation constante de la situation générale du pays ; mais le gouvernement Martelly-Lamothe refuse d'entendre raison pour changer ses orientations.

Au lieu de mettre au propre ses devoirs, il préfère s'engager dans des propagandes mensongères pour essayer de leurrer la population. Mais la population dans toute ses composantes est restée très vigilante de sorte que le gouvernement se trouve actuellement entre deux (2) alternatives de délivrer ou *désister*. Les mois qui viennent seront décisifs pour le gouvernement.

La population ne pourrait plus attendre et elle ne sera pas prête non plus pour se laisser intoxiquer par des propagandes mensongères. Il est tout à fait inacceptable pour que l'Etat se transforme en ONG, introduisant la notion d'aide, comme le programme bidon dénommé « EDE PEP ». L'Etat n'a pas été constitué pour aider, mais pour servir. La population doit continuer à se mobiliser pour forcer les responsables de l'Etat à prendre leurs responsabilités et servir correctement le peuple.

HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ

Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.
Deux heures d'information et d'analyse politiques animées par des journalistes chevronnés haïtiens à la pointe de l'actualité tels:

Jean Elie Th. Pierre-Louis, Guy Dorvil, Dorsainvil Bewit, Claudy Jean-Jacques, Jean Laurent Nelson, Henriot Dorçant, et pour Haïti Liberté, Kim Ives.

En direct avec Bénédicte Gilot depuis Haïti.
Soyez à l'écoute sur Radyo Panou & Radyo Inite.

Suite de la page (3)

intimé à la passagère l'ordre de descendre du véhicule, puis l'ont forcée à les conduire, à bord d'une moto, vers une banque où sont déposés ses fonds de support et l'ont contraintes à retirer 220 mille gourdes (4651 dollars US) qu'ils ont accaparés sur le champ.

Le procureur de Port-Au-Prince, maître Lucmane Delille, se rendant dans cette banque, puis devant le consulat, a procédé à l'arrestation de 2 malfaiteurs, en réalité, 2 présumés membres du réseau, en possession de badges de la MINUSTAH, les identifiant aux employés de cette institution d'occupation du pays.

Maître Lucmane, lors de sa course aux voleurs (vendredi 7 Novembre 2012), s'est rendu dans une maison à Bizoton 51 où il a démantelé un gang. Les membres de ce réseau de malfaiteurs sont des kidnappeurs et des dealers de drogue qui se servent de cette base pour l'entrepôt et la séparation de stupéfiants et de butins.

« Kay sa a, se baz vòlè yo kote

yo vann ak finen dwòg. Lè yo vòlè lajan nan kidnapin, se la a yo vin separe l. Kòm nou ka remake sa, nou wè la a pakèt ti sak lajan sa yo. Nou pran antou 14502 goud. Vòlè yo pase sou yon eskalye ki al debouche sou yon fenèt andan kay la pou yo sove. Men kannmè, nou te gentan poze lapat sou mèt kay la ».

Il s'est rendu aussi chez un pasteur protestant qui se livre à la prostitution avec les adolescentes de son église, et il a procédé à l'arrestation du pasteur.

« Gen yon mesye ki reklame tèt li pastè. Li fè baz pwostitisyon l nan yon kay nan Delma. Nou jwenn yon pakèt ti jèn fi ant 14 a 17 an li kenbe lakay li, kote l ap fè sèks ak yo. Misyè gen anpil grenn lap bwè pou l ka djann. Nou mete l anba kòd ».

Maître Lucmane Delille, lors de sa fameuse chasse aux voleurs ce vendredi, a pris soin de ne pas se rendre chez les gros voleurs comme les ministres, les parlementaires, les secrétaires d'état, le président, sa femme et son fils inclusivement, justement parce que ce ne sont que des voleurs officiels ou légaux. Ce sont tous des intouchables, ces gros voleurs...

Suite de la page (20)



Oscar Niemeyer

Ripault. "Il dessinait rapidement à partir du paysage, esquissait une silhouette. Et le projet devait se plier à ce dessin", ajoute l'architecte qui a construit notamment le musée d'art contemporain Mac/Val, en région parisienne. L'excellence des ingénieurs brésiliens qui entouraient Niemeyer permettait au bâtiment de béton de prendre la forme voulue par le maître. Une prouesse technique à l'époque. "Son architecture a un côté héroïque", "généreux", estime M. Rambert, qui précise que certains ont pu la trouver parfois un peu mégalo-maniaque."

Oscar Niemeyer restera une grande fierté pour son pays. Il a su "capturer l'essence du Brésil avec son architecture. Ses bâtiments distillent les couleurs, la lumière et l'image sensorielle de son pays natal", soulignait en 1988 le jury du prix Pritzker en lui décernant la plus haute récompense mondiale dans le domaine de

l'architecture.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a rendu hommage dès ce jeudi matin à l'architecte, qui a construit notamment le siège du Parti communiste à Paris. "C'était un homme extraordinaire qui a su allier le geste créatif et son engagement communiste toute sa vie, il est resté fidèle à ses idées jusqu'au bout et il a travaillé très tard dans sa vie", a dit le sénateur PCF sur Radio Classique-Public Sénat. « Nous allons lui rendre un hommage tout particulier au siège », a-t-il annoncé, précisant que le PCF allait organiser des « journées portes ouvertes. Le meilleur hommage que nous pouvons lui rendre c'est de permettre aux Français et aux Parisiens de venir découvrir une de ses œuvres qu'est le siège du Parti communiste ».

L'Humanité 6
Décembre 2012

Directory
Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

LAND FOR SALE
NYS LAND WANTED Cash Buyer Looking for 2-3 farms or wood lots in your area. 25-1000 acres, cash deal, quick closing. No closing costs to you. Local NYS Forestry Company in business for over 20 years. Fully guaranteed. Call 800-229-7843

LEGAL NOTICE
FAMILY COURT OF THE STATE OF NEW YORK COUNTY OF KINGS In the Matter of a Family Offense Proceeding Jean Louis-Juste, Petitioner, -against- Clevens Louis-Juste, Respondent. File #: 51736 Docket #: O-00870-12 SUMMONS (Publication) IN THE NAME OF THE PEOPLE OF THE STATE OF NEW YORK: To: Clevens Louis-Juste (Address: Unknown) A petition under Article 8 of the Family Court Act having been filed with this Court requesting the following relief: Order of Protection; YOU ARE HEREBY SUMMONED to appear before this Court on December 10, 2012 at 9:30 AM for purposes of Conference and Return of Process at Part 49A, on Floor 6 in Room 6020. Presiding: Richard N. Ross, J.H.O., at location: 330 Jay Street, Brooklyn, NY 11201 to answer the petition and to be dealt with in accordance with Article 8 of the Family Court Act. On your failure to appear as herein directed, a warrant may be issued for your arrest. Dated: October 25, 2012. Robert Ratanski, Clerk of Court TO THE ABOVE-NAMED RESPONDENT: The foregoing

Management
of companies and enterprises will grow 11.4%*
How will you prepare?
Let Plaza College help you prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Career Placement Services

CALL 718.509-9167
www.PlazaCollege.edu
74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

Healthcare
will generate 3.2 million new wage & salary jobs*
How will you prepare?
Let Plaza College help you prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Clinical Assistantships

CALL 718.514.7024
www.PlazaCollege.edu
74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

summons is served upon you by publication pursuant to an Order of Richard N. Ross, J.H.O of the Family Court, Kings County, dated September 24, 2012 and filed with the petition and other papers in the Office of the Clerk of the Family Court, Kings County.

MISCELLANEOUS
EARN COLLEGE ONLINE. *Medical, *Business, *Criminal Justice.

Job placement assistance. Computer available. Financial Aid if qualified. SCHEV certified Call 888-201-8657 www.CenturaOnline.com

WANTED
BUYING ALL Gold & Silver COINS FOR CASH! Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc - Near NYC 1-800-959-3419

GUARINO FUNERAL HOME

Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

Niemeyer : « un homme extraordinaire qui a su allier le geste créatif et son engagement communiste »

L'architecte brésilien Oscar Niemeyer s'est éteint mercredi dernier 5 décembre aux portes de ses 105 ans. Il restera comme l'un des monstres sacrés de l'architecture moderne du XXème siècle: son oeuvre est marquée par le béton, les lignes fluides, les courbes, et son refus de l'angle droit. il a "ébloui" et fait rêver des générations d'architectes.

Oscar Niemeyer, dont la carrière a démarré en 1935 pour ne s'arrêter qu'à sa mort, est "l'une des grandes figures de l'architecture du XXe siècle, avec Frank Lloyd Wright, Mies van der Rohe et Le Corbusier notamment", déclare à l'AFP Francis Rambert, directeur de l'Institut Français de l'Architecture (IFA) à Paris.

Oscar Niemeyer s'est distingué par la liberté de ses formes, dessinées d'un trait linéaire. Il a exalté la courbe, "libre et sensuelle", celle qu'il disait rencontrer dans les montagnes du Brésil, ses rivières, ses plages et "le corps de la femme". L'angle droit ne l'attirait pas, pas plus que "la ligne droite, dure, inflexible, inventée par l'homme", selon lui. Un point de litige avec Le Corbusier, avec lequel il avait travaillé dans sa jeunesse et dont il avait reconnu l'influence sur lui. "Je l'ai influencé aussi", tenait-il à souligner.

"Au sein des modernes, Niemeyer est assez atypique.



Le siège du Parti communiste à Paris qui a été construit par l'architecte Oscar Niemeyer



La cathédrale métropolitaine du Brésil œuvre de Oscar Niemeyer

Son architecture n'est pas savante mais très intuitive", relève l'architecte français Jacques

Suite à la page (19)

Wòch nan Solèy: La difficulté d'exorciser les démons d'Haiti

Par Kim Ives

Tendre est le mot qui vient en tête pour caractériser le nouveau film extraordinaire de Patricia Benoit « *Woch nan soley* » (Les roches dans le soleil), en dépit de ses scènes déchirantes et des thèmes inquiétants.

Ce film magnifiquement monté et tourné examine la violence politique qui a accompagné l'émergence d'Haiti de la dictature des Duvalier il ya 25 ans et comment elle touche la vie de la diaspora d'Haiti dans des endroits comme New York, où le film s'es déroule principalement dans un période incertain à la fin des années 1980 ou au début des années 1990.

Vita, joué avec une intensité mélancolique par Patricia Rhinvil, arrive en provenance d'Haiti pour rejoindre son mari, chauffeur de taxi et exilé politique, Ronald (James Noel) à New York; mais elle cache un sombre secret. Cachant un autre secret celui de militant pour la démocratie et journaliste courageux de la radio basée à Brooklyn, Gérald Akao (Thierry Saintine), dont le père, ancien colonel duvaliériste Maximus Mesir (Carlo Mitton), aussi arrive à sa porte.

Entre-temps, le professeur politiquement engagé Yannick Vaneau (Edwidge Danticat) arrive en provenance d'Haiti à la maison élégante de sa soeur Shelley (Michèle Voltaire Marcelin), une petite bourgeoise acculturée qui vend immobilier, dans une banlieue chic de Long Island.

Ces six personnages principaux, avec de nombreux acteurs de soutien, fournissent des portraits parfaits des différentes classes et couches de la vie haïtiano-américaine pendant qu'ils se démêlent et transportent l'histoire complexe vers son climat dramatique.

Le directeur de la photographie Eric Lin utilise la lumière du soleil pour éclairer magistralement les turbulences internes derrière les visages des acteurs souvent en pensée. La musique originale d'Enis Rothoff de violons et violoncelles est triste et envoûtante, ce qui contraste bien avec la musique rythmique haïtienne, soit konpa ou «engagé», qui s'infiltré habituellement derrière les scènes.

Mais il est avant tout la direction sensible par l'écrivain et directrice haïtienne Patricia



« *Wòch nan Soley* », dont la première était en Avril 2012 dans le Tribeca Film Festival à New York, est en anglais ainsi que kreyòl et français avec sous-titres anglais. Il a été projeté la semaine dernière à Jacmel.

Benoit des ses acteurs, et leurs performances excellentes, qui donnent au film sa force tranquille. On peut presque sentir Benoit caressant ses acteurs, dont beaucoup, comme les écrivains Danticat et Marcelin, ne sont pas étrangers aux luttes politiques d'Haiti évoquant ces réalités dans une façon pour convaincre.

« *Woch Nan Soley* » sera inévitablement comparé avec le premier film du directeur haïtien Raoul Peck, « *Haitian Corner* », qui a été filmé dans les mêmes quartiers de Brooklyn et a traité un grand nombre de ces mêmes thèmes il ya 25 ans. Mais le film de Benoit est vastement supérieur à celui de Peck, non seulement dans son art et son exécution, mais dans la sophistication nuancée de son message politique. Tandis que le film de Peck a conclu pour une réconciliation clichée et mélodramatique entre l'homme de main de l'ancien régime et une de ses victimes, le film de Benoit adopte une approche beaucoup moins naïve et beaucoup plus courageuse. Elle réussit à capturer la polarisation entre les lignes de bataille dans la lutte politique en Haïti, tout en considérant l'ambiguïté aussi.

L'attention de Benoit aux détails plaira à également au public haïtien. Dans chaque scène soigneusement établie, on constate les hiéroglyphes culturelles des Américains d'origine haïtienne: les lunettes de soleil à la mode de Shelley qui cache ses bijoux lors de la visite de Brooklyn; l'arrogance complètement paumée du bien habillé Maximus, alors qu'il accuse en créole les employés d'une banque à Brooklyn d'avoir volé son argent (ils ne comprennent rien), ou Ronald qui montre à Vita avec joie l'eau courante à

l'intérieur dans le lavabo de la salle de l'appartement, divisée par draps, qu'il partage avec un co-locataire qui s'inquiète constamment de leur éviction.

Le style de Benoit est léger et minimaliste. Il n'y a pas des ni monologues ni dialogues exagérées ni de cadrage maladroit qui soient la marque d'une grande partie du cinéma d'Haiti, généralement amateur. Le directeur n'a pas trop poussé sur des observations et des ironies amusantes avec lesquelles il arrose les scènes. À un moment donné, Ronald et Vita sont en train de manger des sandwiches de baloney au pain blanc sur le siège arrière du taxi, où elle monte presque tous les jours. « *C'est ce que tu manges toujours?* » demande t-elle ?. « *Oui, c'est la nourriture des Blancs* », dit-il. « *Tu vas mourir* », répond-elle, presque à elle-même.

Les flash-backs en Haïti, tournés avec la collaboration du Ciné Institute, l'école de cinéma à Jacmel, sont également très bien faits, capturant la lumière et les sons d'Haïti, qui contrastent si fortement avec les trains élevés et les alarmes de voiture de Brooklyn. En outre, Jenny (Nara BK), la femme de Gérald, enceinte, à cheveux blonds et yeux bleus, fournit un contraste merveilleux comme une Américaine du Nord ingénue tout à fait inconsciente de la tourmente de son mari.

Avant tout, « *Wòch nan Soley* » dramatise les luttes personnelles de militants politiques d'Haiti, comme Yannick, Ronald, et, surtout, Gérald Akao, avec qui le film commence et se termine. Ses premiers mots, « *Wòch nan dlo pa konnen souffrans woch nan soley* », étaient un refrain de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, quand il était un pauvre curé dans les bidonvilles d'Haïti dans les années 1980 avant de mener les masses haïtiennes au pouvoir politique en 1990 et 2000. Ses deux gouvernements malheureusement ont été renversés par des coups soutenus et encouragés par les US. « *Coup d'Etat après coup d'Etat «made in USA» ne nous ont pas tués* », déclare Akao sur sa radio, le "nous" signifiant le mouvement pour la démocratie et la justice. « *Wòch nan Soley* » contribue également à maintenir ce mouvement encore en vie à travers son message émouvant et la représentation touchante du peuple haïtien et sa lutte.

AROMARK

SHIPPING

WE NOW SHIP TO PORT AU PRINCE
FULL CONTAINER LOADS, TRUCKS, CARS,
BUSSES & CONSTRUCTION EQUIPMENT,
RECEIVING EVERY FRIDAY FROM 8 AM to 3 PM
IN RED HOOK TERMINAL
160 VAN BRUNT ST. BROOKLYN, NY 11231
SAILING TIME 12 DAYS

IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI

Aromark Shipping specializes in shipping full container loads with personal effects, household goods, commercial cargo, relief goods, etc...
 We now ship cars, trucks & construction equipment every week to Haiti. **Sailing Time: 12 days.**
 Vehicles received every Friday in Brooklyn.

ONE CALL DOES IT ALL
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE.

Please call **GABRIEL** or **ROBERT:**
973-690-5363

Fax: (973) 690-5364
 Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com

GRENADIER TAX SERVICE

INCOME TAX PREPARATION

- **Rapid Refund**
- **Electronic Filing**
- **Business Taxes: Corporations, Partnerships**

\$30 OFF TAX PREPARATION (WITH THIS COUPON)

1583 Albany Avenue, Brooklyn, NY 11210

TEL: 718-421-0162 • CELL: 917-202-3833